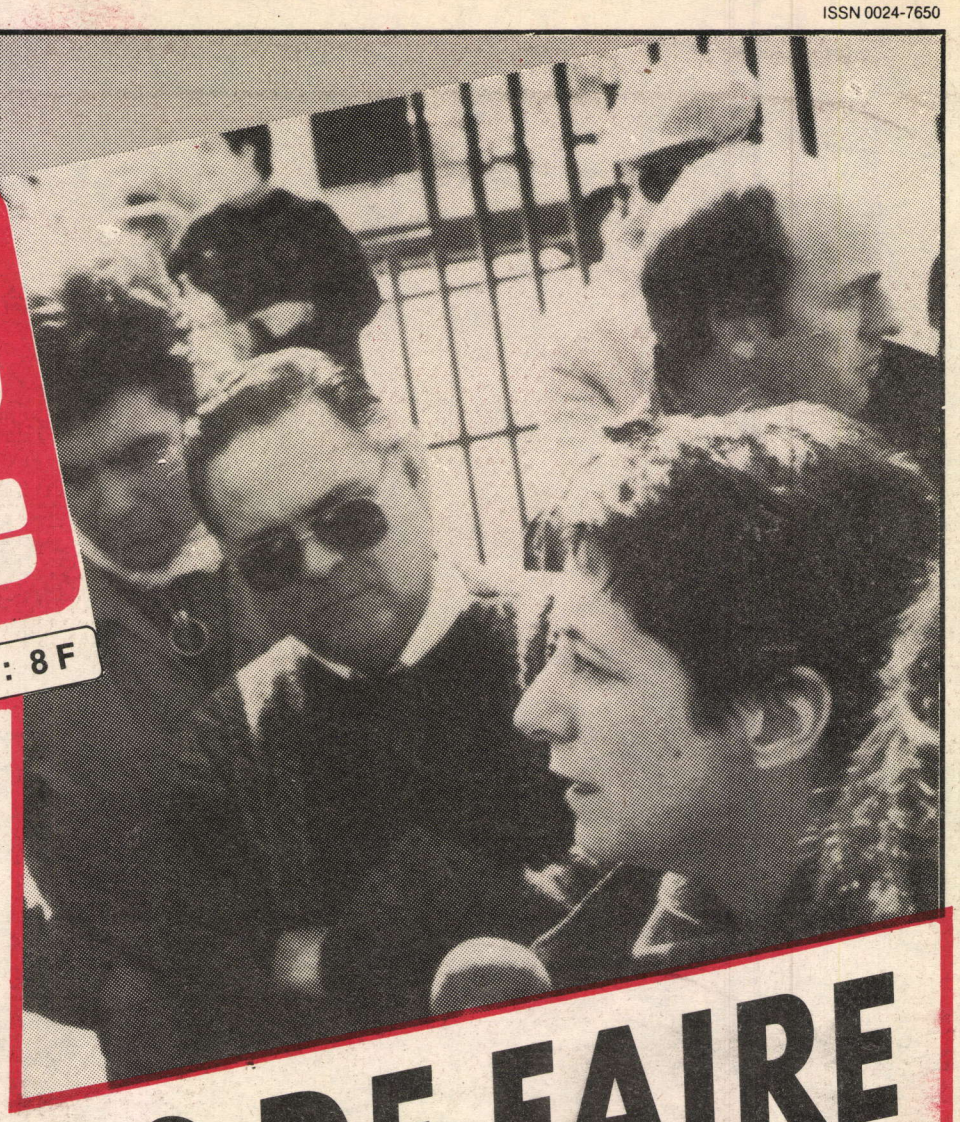
ISSN 0024-7650

M 6189 - 1035 - 8,00 F

3796189008001 10350

lutte ouvrière

Hebdomadaire - paraît le samedi - N° 1 035 - 2 avril 1988 - prix : 8 F



LES TRAVAILLEURS ONT LES MOYENS DE FAIRE RECULER LES PATRONS

L'éditorial d'Arlette LAGUILLER

ONT LES MOYENS DE FAIRE RECULER LES PATRONS

(Ph. GAMMA)

En cette période électorale, les grands moyens d'information, la presse et la télévision, ne nous épargnent aucune des «petites phrases» qu'échangent les trois «présidentiables» susceptibles de concourir, au second tour, pour le poste de président de la République.

Avec quel Premier ministre Mitterrand cohabitera-t-il s'il est élu ? Devaquet, le ministre «démissionné» par les manifestations étudiantes, retrouvera-t-il une place grâce à lui ? Barre, s'il est éliminé au premier tour, trahira-t-il Chirac ? Quel nouveau croc-en-jambe fera Chirac à Barre ? Et pour finir qui sortira vainqueur de cette partie de ping-pong politicien qui permet de décider quel sera le prochain occupant de l'Elysée ? Autant de questions auxquelles on tente à grands frais d'intéresser les électeurs.

En quoi les travailleurs devraient-ils se sentir concernés puisque les trois candidats, aussi bien Mitterrand que Barre et Chirac, s'apprêtent de toute façon à mener la même politique, une politique entièrement en faveur des bourgeois et dirigée contre la classe ouvrière ? Plus on nous parle des faits et gestes de ces trois «présidentiables», plus il est évident qu'ils n'ont rien à dire et que, quel que soit l'élu, rien ne changera pour les travailleurs, sinon en pire.

★ ★ ★

Des vraies questions, des vrais problèmes, il y a pourtant dans le pays des travailleurs pour les poser. Et c'est là justement que la grande presse devient moins bavarde.

Car il y a en ce moment des grèves importantes, qui intéressent parfois des milliers de travailleurs. Après la grève des usines Chausson, qui s'est terminée il y a dix jours, ce sont par exemple les usines SNECMA de la région parisienne qui ont pris le relais. La grève y a pris un caractère inhabituel puisque ce sont les travailleurs d'une des usines, celle de Gennevilliers, qui ont pris eux-mêmes l'initiative d'étendre leur grève à une autre usine, à Villaroche. Et c'est un millier de grévistes de Gennevilliers et de Villaroche qui, à leur tour, se sont rendus dans la troisième usine, à Corbeil, pour convaincre les travailleurs de cette usine de rejoindre la grève. Et ils l'ont rejointe.

Cette grève n'est pas la seule. De nombreux conflits, bien souvent totalement ignorés, se déroulent dans tout le pays. Personne, parmi les journalites patentés de la télévision et de la grande presse, n'en souffle mot. C'est tout juste si l'on nous parle de la grève des marins du Transmanche ; mais c'est seulement pour s'intéresser aux transporteurs routiers dont l'embarquement est bloqué. Sur les revendications des travailleurs qui sont en grève, pas un mot.

Ce silence n'est pas fortuit. Si ces grèves étaient connues, si l'on nous disait pour quelles revendications elles ont lieu, bien des travailleurs découvriraient que ce sont les mêmes que les leurs : une augmentation de salaire bien souvent, comme les 1500 F par mois réclamés par les grévistes de la SNECMA. Et beaucoup d'entre eux se sentiraient encouragés, à leur tour, à entrer en lutte pour les mêmes revendications.

Alors, dans cette société dite démocratique où les chaînes de télévision se font concurrence pour nous informer des charmes de la lessive Truc ou des collants Untel, on préfère ne pas nous informer de ces revendications et de ces mouvements ; ils risqueraient d'intéresser un peu trop la classe ouvrière. Il ne faut pas troubler le ronron de la campagne électorale et de ses discours pour ne rien dire. Et surtout, il ne faut pas troubler les bourgeois qui spéculent à la Bourse et qui risqueraient de s'inquiéter pour leurs profits.

★ ★ ★

Car ces grèves justement tendent à prouver que bien des travailleurs ne sont pas dupes, qu'ils ne croient pas que l'échéance électorale changera quoi que ce soit à leur sort, et qu'ils estiment donc bien plus efficace de s'en occuper eux-mêmes. Et si la presse et la télévision ne parlent pas de leurs luttes, ils ont bien des moyens de s'en tenir au courant eux-mêmes. En allant d'usine en usine comme l'ont déjà fait ceux de la SNECMA, ils ont non seulement le moyen de s'informer, mais même d'étendre et de généraliser leurs grèves.

C'est le seul moyen d'organiser vraiment la contre-offensive de la classe ouvrière sur les salaires, contre les licenciements et de faire vraiment reculer le patronat. Une contre-offensive générale dont les grèves actuelles, encore isolées les unes des autres, ne sont peut-être que les signes avant-coureurs.

Voilà le moyen qu'ont les travailleurs non seulement de dire toutes leurs revendications, mais de les imposer. C'est possible avant, pendant et après les élections.

Si je suis candidate, c'est pour dire cela, ce que justement personne ne dit. Pour dire que les travailleurs ont les moyens d'exiger leur dû, non pas avec le bulletin de vote, mais en utilisant leurs armes de classe. C'est pour permettre à ceux qui veulent, consciemment, préparer la contre-offensive de la classe ouvrière, de se compter sur mon nom, en votant Arlette Laguiller.

Et si leur nombre augmente notablement, alors oui, les bourgeois auront des raisons d'être inquiets.

LES MEETINGS DE NOTRE CANDIDATE

• à ORLÉANS
le mardi 5 avril, 20 h 30.
Salle des Carmes.

• à MARSEILLE
le mercredi 6 avril, 20 h 30.
Salle Saint-Georges, 97 avenue de la Corse Marseille 7e.

• à TOULOUSE
le jeudi 7 avril, 20 h 30.
Salle municipale, 22 allée de Barcelone.

• à BORDEAUX
le vendredi 8 avril, 20 h 30.
Salle de l'Athénée, place Saint-Christolly.

• à TROYES
le mardi 12 avril, 20 h 30.
Salle Jean-Jaurès, Bourse du Travail.

• à LIMOGES
le mercredi 13 avril, 20 h 30.
Maison du Peuple, rue Charles-Michels.

• à ANGERS
le mardi 19 avril, 20 h 30.
Maison des Arts Bellefontaine, rue Louis Gain.

• à LYON
le mercredi 20 avril, 20 h 30.
Mairie du 6e, 58 rue de Sèze, Lyon 6e.
Métro : Masséna.

DÉPARTS DES CARS DE Pprovince

• À NANCY : 9 h. Place de la Croix de Bourgogne.
• À METZ : 9 h 45. Gare SNCF côté départs.
Nous indiquerons dans les numéros suivants les lieux et heures de départs d'autres villes de province.

"IL FAUT CHANGER LE MONDE" c'est le titre du livre-programme que vient de publier Arlette Laguiller. Il ne s'agit pas, bien évidemment d'un programme électoral, mais de la réfutation d'un certain nombre d'idées que les économistes bourgeois et les journalistes spécialisés ressassent dans les médias et qui tendent à légitimer le système capitaliste décadent.

Alors, vigoureusement, Arlette Laguiller s'en prend à leur conception de l'Etat, du profit, du marché, elle dénonce le racisme, le chômage, le nationalisme ; elle aborde les problèmes de la santé, de l'enseignement, des femmes, des immigrés, et bien d'autres. Ellè avance chaque fois les solutions socialistes, avec une autre vision du monde, une autre conception de la société et des rapports entre les hommes.

Elle y affirme que le marxisme n'est pas dépassé et montre comment, dans cette période de crise et de menaces pour les travailleurs et les pauvres du monde entier, le combat des révolutionnaires communistes est plus que jamais justifié.

"Il faut changer le monde", par Arlette Laguiller, numéro hors série de Lutte Ouvrière. 196 pages, 35 francs, en vente dans les Maisons de la presse.

VOUS VOULEZ COLLER...

..., nos affiches dans votre secteur, sur les murs de votre ville ou de votre village ?
Rien de plus simple : nous pouvons vous les envoyer, si vous nous indiquez votre adresse et moyennant les frais d'envoi.
Envoi contre 7,40 F pour cinq affiches, 10 F pour dix affiches. En timbres... ou en arrondissant votre souscription !

Chirac, Barre et Mitterrand au milieu

PARTIE À TROIS

(Ph. AFP)

Les trois présidentiables battent leurs cartes et examinent leur jeu.

Mitterrand appelle à la «paix civile» et écornifle Chirac au passage. Chirac jure ses grands dieux que, foin de la cohabitation, on ne l'y prendra plus. Barre, jusque-là Don Quichotte anti-cohabitationniste, devient matois et déclare qu'après tout, il ne censurera pas forcément un gouvernement nommé par Mitterrand, que la chose reste à voir, si elle en vaut la peine...

Du côté des travailleurs, bien malins ceux qui peuvent faire la distinction entre Barre et Chirac. Mitterrand, lui, a réussi la performance de se glisser entre les deux, en allumant Chirac avec les arguments de Barre... L'impartialité, c'est du côté de Giscard d'Estaing qu'on la trouve, qui a vaporisé son vitriol équitablement entre les deux. Logique : il les a eus tous les deux comme Premier ministre, et les deux l'ont laissé tomber en 1981...

Quant à Mitterrand, il laisse toutes les portes ouvertes. Ce qu'il fera (s'il est élu), il verra. Il nommera, a-t-il dit, un Premier ministre conforme *«à la majorité présidentielle»*, sûr. Mais ce sera quoi, la majorité présidentielle, si Mitterrand est élu ? Ceux qui ont voté Barre ou Chirac au premier tour, et auront choisi Mitterrand au second ? Bref, qu'il vienne d'ici ou d'ailleurs, le président veillera à ce que le Premier ministre plaise à tout le monde, et agisse à l'avenant. Le président verra ce qu'accepte la droite, si elle s'incline, ou si elle censure. En tout état de cause, a dit Mitterrand, c'est elle qui prendra la décision. Un brave homme, Mitterrand, fair-play.

Ah, tout de même, il a parlé de remettre en vigueur ce qu'il appelle l'impôt sur les grandes fortunes. Manière de sourire aux travaileurs en réclamant leurs voix, tout en s'adressant aux autres, aux bourgeois, et à la droite en particulier, puisque c'est à cette dernière qu'il laissera la responsabilité d'accepter ou de refuser le gouvernement qu'il formera, comme les mesures qu'il prendra.

Pour les travailleurs, une chose est claire : que ce soit l'un des trois qui gagne, ce sera la même politique qui sera appliquée contre eux. Le scrutin du deuxième tour consistera à nous faire plébisciter d'un côté comme de l'autre, la même politique.

Raison de plus pour penser dès maintenant au troisième tour, le troisième tour social, sur le terrain de la lutte de classe !

LA "MAIN MISE DES PARTIS SUR L'ÉTAT" ET SURTOUT... LA MAIN BASSE DES BOURGEOIS

C'est Raymond Barre qui a lancé le thème : il faut que l'Etat soit *«impartial» ! «L'administration doit être neutre car elle est au service de tous et non d'un clan ou d'un parti», «Si l'Etat est l'instrument d'un clan, il n'est plus l'Etat», «L'Etat ne doit pas être la chose d'un parti».*

Ces rancœurs visent au moins autant le RPR que le Parti Socialiste, Chirac que Mitterrand. Il l'a gracieusement susurré : *«Cette impartialité ne s'est manifestée ni en 1981 ni en 1986»*

A son tour, Mitterrand, dans la foulée de l'annonce de sa candidature, s'est mis à dénoncer *«une formation politique»*, l'accusant de s'approprier *«la presse, les moyens de communication, la justice, les noyaux durs des privatisations»*. Et Bérégovoy a rajouté sa pierre en qualifiant le RPR de *«parti glouton de la politique française»* qui *«absorbe l'Etat»*.

Sur quoi naturellement Chirac contre-attaque en dénonçant, lui, la mainmise sur l'Etat *«opérée par les socialistes en 1981»*.

Il est bien certain que lorsque ces messieurs, ou leurs lieutenants, arrivent aux commandes à tour de rôle, ils s'empressent, les uns comme les autres, d'occuper le maximum de postes et de places, sans oublier les strapontins, et de tirer le maximum d'avantages en tous genres de leur passage dans les allées du pouvoir. Ce qu'ils proclament être leur *«sens élevé des devoirs de leur charge»* s'accommode tout à fait du *«système des dépouilles»*, comme dit Barre, et de la valse des récompenses à leurs amis et clients. Le Parti Socialiste en 1981 était peut-être d'autant plus avide en la matière qu'il avait été tenu longtemps à l'écart, et Barre n'a pas eu les opportunités de Chirac. Tout cela est affaire de circonstances, et tous ont en réalité les mêmes appétits.

Mais de là à conclure que l'Etat serait «la chose» d'un parti politique, quel qu'il soit, il y a tromperie. C'est un écran de fumée. Car, en réalité, l'Etat, avec ses pouvoirs de décision et de contrainte, n'appartient pas davantage à un parti qu'à un autre. Non pas qu'il soit *«impartial»*, *«au service de tous»*, au-dessus de la mêlée des antagonismes sociaux, loin de là ! Mais il appartient à la bourgeoisie dans son ensemble, et surtout à ses sommets dirigeants.

Que les partis politiques, lorsqu'ils le peuvent, truffent l'appareil de l'Etat d'hommes et de femmes à eux, cela ne change rien de fondamental. A quelques coups fourrés et coups de Jarnac près, la police, la justice, la haute administration, et l'armée, se sont perpétuées sous Mauroy, comme sous Giscard avant, et sous Chirac après. Il n'y a pas un Etat «socialiste» ou un Etat «gaulliste», qui se remplaceraient en fonction du choix des électeurs. Il y a un seul Etat, permanent – tant que les travailleurs ne le renversent pas ! –, l'Etat bourgeois. Et les hommes politiques et leurs partis n'en sont pas les maîtres, mais les serviteurs – de plus en plus ouvertement interchangeables, on le voit bien pendant cette campagne électorale.

A ce titre, ces gens peuvent bien sûr trouver en la demeure des dédommagements en tous genres, se servir au passage, mais cela ne fait pas pour autant d'eux les patrons.

Et lorsque Mitterrand se donne pour rôle de *«garder l'Etat»*, un rôle dont il est fier parce qu'il est fier de servir sa classe, il dit bien ce qu'il veut dire : il ne fait en effet que le *«garder»*... pour le compte de la bourgeoisie.

C.L.G.

CHIRAC FAIT LE BEAU DANS L'AIRBUS...

... MAIS CEUX QUI LE FABRIQUENT SONT EN GRÈVE

(Ph. AFP)

Chirac était dans le premier appareil de série Airbus A-320, qui a reçu des autorités (quelle impartialité !) l'autorisation de survoler la capitale, et plus précisément les Champs-Elysées, pour bien se faire voir des électeurs à un mois des élections.

L'appareil s'est envolé avec un quart d'heure de retard, mais il était exact au calendrier électoral, et dans l'immédiat on ne lui en demandait pas plus.

En tout cas, cela s'est su : le vol de Chirac a fait la Une de nombreux journaux et toutes les télés en ont parlé.

En revanche, la grève de la SNECMA, qui dure depuis deux semaines, reste toujours boycottée par la quasi-totalité de la presse et des autres médias. Les travailleurs de la SNECMA fabriquent le moteur de l'Airbus, mais n'ont pas le droit à la parole. Ça n'est sans doute pas seulement dû au bruit des moteurs.

A.V.

NE NOUS LAISSONS PLUS AVOIR... JUSQU'À LA GAUCHE !

● Ni dans sa déclaration de candidature à Antenne 2, ni dans l'interview qu'il a accordée à Europe N°1 trois jours plus tard, Mitterrand ne s'est dit «de gauche». Il n'est plus «de gauche». Il est soi-même! Et le gouvernement dont il choisirait le chef, s'il était réélu président de la République, ne serait pas «de gauche» non plus, mais serait celui de la «majorité présidentielle». C'est-à-dire le sien!

Mitterrand ne se dit plus tout à fait socialiste non plus. Il parle de *«mes amis socialistes avec qui j'ai tant travaillé»*, comme on dirait «nous nous sommes tant aimés». Le passé composé indique surtout combien le passé s'est décomposé !

Car Mitterrand pense maintenant que le Parti Socialiste pourrait rester la «force principale» d'une majorité présidentielle, mais pas la seule ! Et Jospin opine du bonnet. Lui aussi préférerait un poste – de ministre par exemple – au seul titre de secrétaire du Parti Socialiste. Alors lui aussi, voix de son maître, se dit «de progrès» plutôt que «de gauche».

Car c'est de plus en plus «au centre» qu'on remet les balles. Après les œillades de Mitterrand à Méhaignerie, voire Barre, ce sont les gentillesses d'Edith Cresson à l'endroit de Giscard, ou les appels du pied de Pierre Cot à Devaquet. *«En termes de droite et de gauche»*, insiste Jospin, *«le choix sera peut-être moins tranché qu'en 1974 ou 1981. Non pas que la droite et la gauche aient disparu... mais les Français croient moins aux idéologies...»*

Les dirigeants du Parti Socialiste dans la grande ombre du «candidat des forces de progrès»... (Photo J.-C. Francolon / Gamma)

En fait, ce sont les politiciens qui n'ont jamais eu comme «idéologies» que les mensonges ou les promesses dont ils attendaient qu'ils leur ouvrent le maximum de postes ou de places, selon les vents politiques dominants du moment.

En 1981, Mitterrand et le PS arboraient l'étiquette de gauche. A partir de 1981, ils ont mené au gouvernement une politique qui était la même que celle de la droite. Ensuite, ils ont abandonné jusqu'à l'étiquette...

Alors, les travailleurs auraient vraiment tort d'être les derniers à se laisser abuser par les étiquettes !

Michelle VERDIER

Encore un mythe errant : LE «GOUVERNEMENT VRAIMENT DE GAUCHE»

● André Lajoinie et les autres dirigeants du Parti Communiste, lorsqu'ils sont interrogés sur la volonté du PC de revenir au gouvernement ou au contraire de rompre définitivement les ponts avec le Parti Socialiste, répondent invariablement que le PCF reste ouvert à toute proposition de participation gouvernementale si c'est pour mener une «véritable politique de gauche».

Mais qu'est-ce qu'une «véritable politique de gauche» ? Tout le problème est là. Apparemment, ça n'a pas l'air si commode que cela à reconnaître puisque le PCF au gouvernement a mis trois ans à s'apercevoir que la politique qu'on lui faisait mener, tout en ayant l'étiquette de gauche, ne l'était pas vraiment.

Et maintenant, il dénonce avec force la politique qu'il a aidé le PS à mener lorsqu'il était lui-même au gouvernement !

Alors à quand le prochain retournement des dirigeants du PC ? Ils font mine d'ignorer qu'un gouvernement de la bourgeoisie ne peut mener qu'une politique au service de celle-ci. Et si la bourgeoisie ou les politiciens à son service invitaient le PCF à entrer au gouvernement, ça serait pour lui faire mener une politique en faveur des intérêts de la bourgeoisie, c'est-à-dire une politique qui démoralise les travailleurs et discrédite un peu plus le Parti.

Les dirigeants du PCF ont fait payer cher à leur parti et à la classe ouvrière leur désir de participer au gouvernement en 1981. Apparemment ça ne leur a pas suffi et ils en redemandent.

Remarquons d'ailleurs que la position de Juquin en ce qui concerne son éventuelle participation gouvernementale est exactement semblable à celle du PC : il est prêt à accepter un poste de ministre dans un gouvernement «vraiment de gauche».

Qu'est-ce à dire ? Juquin, partisan de l'entrée du PC au gouvernement en 1981, contre le départ des ministres communistes en 1984 (au point de se déclarer ouvertement en opposition avec la politique de son parti à partir de cette date) pense donc, sans doute, que ces gouvernements-là étaient «vraiment de gauche» ? Il se garde bien de s'en expliquer clairement. Et si demain on lui propose un poste de ministre dans un gouvernement où siègeront des UDF repentis ou même des gens en rupture de ban du Front National – des hommes devenus «libres» comme dirait Juquin – acceptera-t-il ?

Plusieurs milliers de jeunes à la Bastille pour soutenir Lajoinie, le 27 mars : des espoirs qui risquent d'être déçus. (Photo Karim Daher / Gamma)

C'est bien possible, car finalement pour Juquin, comme pour les dirigeants du PCF, un gouvernement vraiment de gauche, n'est-ce pas tout simplement un gouvernement auquel ils participent ?

Dominique CHABLIS

Juquin sortant, souriant, de l'Elysée en février 1982 : mais non, il n'était pas ministre... mais un des principaux représentants du PC. (Photo AFP)

L'impôt sur les grandes fortunes : ÇA NE COÛTE PAS CHER ET ÇA PEUT RAPPORTER DES VOIX

Mitterrand voudrait que l'impôt sur les grandes fortunes soit rétabli, a-t-il affirmé dans une interview diffusée par Europe N° 1. Cela devrait rapporter 7 milliards par an, somme avec laquelle on pourrait assurer, dixit Mitterrand, **"le revenu minimum social indispensable pour que les nouveaux pauvres puissent se tirer d'affaire".**

Bien édulcoré par rapport aux promesses d'avant 1981, l'impôt sur les grandes fortunes, institué en 1982 rapportait en 1986 entre 5 et 6 milliards de francs, soit 0,5% des ressources de l'Etat. Ce n'était pas une bien grosse contribution qu'on demandait aux riches, mais c'était tout un symbole, et la suppression de l'"IGF" a été l'une des premières mesures prises par Chirac à son arrivée au pouvoir.

Mitterrand peut toujours dire qu'il souhaite le rétablir : cela illustre sans danger ses prétentions à la "justice sociale", cela peut rapporter quelques voix... et surtout cela n'engage à rien ! Le candidat à la présidence Mitterrand ne répète-t-il pas sur tous les tons, à chacune de ses interventions, que ce sera au Premier ministre, chef du gouvernement, de gouverner ?

Mitterrand, qui dit qu'il avait un peu confondu en 1981, les deux fonctions de président de la République et de Premier ministre, ne compte pas recommencer !

S.F.

Dans notre numéro précédent nous avons relaté le début du septennat de Mitterrand : la période 1981-1982. Cette semaine nous poursuivons le rappel de ce bilan pour 1982-1983.

Pendant que le gouvernement instaure les mesures d'austérité, la grève éclate dans plusieurs entreprises, dont Citroën (manifestation du 26 mai 1982). (Ph. AFP)

Au temps où la gauche gouvernait

DE LA RIGUEUR À L'AUSTÉRITÉ POUR LES TRAVAILLEURS

1982 - 1983

L'année 1982 commençait bien pour Mitterrand. Ne venait-il pas d'être sacré par le *Financial Times*, ce quotidien des milieux d'affaires britanniques, l'homme de l'année. Tout un symbole!

●

En effet, l'année 1982 qui s'ouvrait avec les ordonnances dites «sociales» sur les 39 heures et la retraite à 60 ans, s'ouvrait aussi sur des réactions de mécontentement et même sur une série de grèves pour obtenir une application qui soit «plus sociale» des 39 heures et qu'au moins la réduction d'une heure de travail ne se traduise pas par une amputation des salaires ni par des horaires plus aberrants.

●

En fait, le temps n'était déjà plus aux gestes symboliques vis-à-vis du «peuple de gauche», les élections n'étaient pas pour tout de suite. Et le gouvernement socialiste avec la participation de quatre ministres communistes était là pour gérer les affaires de la bourgeoisie... De l'argent ne manquait pas... pour les financiers, pour les capitalistes, les patrons. La classe ouvrière, elle, devait maintenant accepter de se serrer la ceinture.

L'argent pour les capitalistes, la rigueur pour les travailleurs

En avril, Mauroy, le Premier ministre, annonçait des mesures pour réduire les charges des entreprises, cependant qu'en mai, Delors, lui, déclarait : *«Il faudra un effort de tous»*. Et précisant sa pensée, il ajoutait crûment *«ce n'est pas le moment de cueillir les cerises»*. C'était le début de l'austérité. Le blocage des salaires était voté au Parlement à la mi-juin et la loi adoptée définitivement en juillet pour quatre mois, théoriquement...

Le plan de rigueur s'accompagnait d'une dévaluation du franc que Delors qualifia de *«petit électrochoc de l'économie»*, en fait cela signifiait une nouvelle poussée des prix, malgré le blocage affirmé de ceux-ci.

Krasucki, lui, dénonçait ce qu'il appellait *«une erreur économique»* et *«une faute politique»*, mais ses protestations restèrent platoniques, d'autant que les députés communistes solidaires du gouvernement avaient voté comme un seul homme le plan Delors. Le chômage avait progressé de 300 000 chômeurs en un an et atteint le chiffre officiel de 2 millions de sans-emploi. Le 14 septembre, le ministre communiste de la Fonction publique, Anicet Le Pors, annonçait que le pouvoir d'achat des fonctionnaires avait baissé de 1,6% en 1982. Ce qui ne l'émouvait pas outre mesure. En réalité la baisse du pouvoir d'achat atteignait 2 à 3% pour l'ensemble des salariés. Mais fort du soutien du PCF, qui, par la voix de Marchais, annonçait qu'il ne fallait pas confondre «la rigueur» à la Mauroy et celle à la sauce Barre ou Giscard, le gouvernement de «gauche» qui était venu au pouvoir en promettant de faire payer les riches, s'était mis à faire les poches des travailleurs.

Bérégovoy, ministre des Affaires sociales, sous le prétexte de combler l'inévitable trou de la Sécurité sociale, tout comme Barre l'avait fait auparavant, instaurait le forfait hospitalier et s'en prenait aux pensions et retraites. Mais le PCF votait le budget sans sourciller : *«Nous ne voulons pas mettre en cause la cohésion de la majorité»* déclarait Marchais. Et c'est ainsi qu'en novembre 1982, ce furent les chômeurs, les pré-retraités qui payèrent à leur tour; les pré-retraites furent amputées, et les remboursements médicaux par la Sécurité sociale réduits.

Décembre 1982 voit les premières soupes populaires de l'Armée du Salut sillonner la capitale, cependant que le métro ouvrait quelques stations, la nuit, pour accueillir les sans-abri... Des licenciements massifs étaient annoncés dans la sidérurgie.

Mais la sollicitude de Mitterrand allait aux entreprises : *«Le socialisme n'est pas ma bible...* déclara-t-il, *ma préoccupation est que l'ensemble des entreprises puisse échapper aux trois menaces du moment : l'alourdissement de leurs charges, la lourdeur des taux d'intérêt, la surcharge de leur endettement financier»* et il demandait à la *«nation toute entière»* d'*«accepter la rigueur et l'effort»*.

L'année 1983 s'ouvrit sur l'annonce faite par Delors de nouvelles mesures pour alléger les charges financières des entreprises.

Réactions ouvrières

Du côté de la classe ouvrière, l'austérité ne passait pas facilement et l'année s'ouvrit sur une série de mouvements dans l'automobile : à Renault-Flins, chez Chausson, les travailleurs firent la grève pour les salaires, contre la rigueur. Les syndicats, complices muets ou avoués de la politique gouvernementale ne pipèrent mot, quand ils ne soutinrent pas le gouvernement. C'est alors que Mauroy montra toute sa hargne anti-ouvrière, n'hésitant pas à aller remuer les bas-fonds des préjugés racistes pour dénoncer les grévistes en qui il voyait des *«travailleurs immigrés agités par des groupes religieux et politiques»*. Le 2 février, des bagarres éclataient à l'usine Citroën d'Aulnay entre des OS et des membres de la maîtrise et du syndicat patronal CSL. Le ministre du Travail Auroux frappa à nouveau sur le même clou, dénonçant les «terroristes» que seraient les travailleurs immigrés de Citroën qu'il présentait comme des *«intégristes, manipulés par les ayatollahs»*... C'est ainsi que le ministre du Travail socialiste, lui qui s'était vanté d'instaurer les libertés dans l'entreprise, manifestait sa hargne anti-ouvrière et n'avait que des injures et des menaces pour des ouvriers dès qu'ils prenaient la simple liberté de faire grève...

En mars, Mitterrand en personne appella à la télévision à *«redoubler d'énergie et de ténacité pour le redressement national»* et à rogner sur *«le superflu»*. Ce qui se traduisit le mois suivant, en avril 1983 par un deuxième plan d'austérité.

EDGAR FAURE NE SERA PLUS MINISTRE

Ancien président du Conseil sous la IVe République, ancien ministre (dans au moins neuf gouvernements différents, de 1950 à 1969), ancien président de l'Assemblée nationale, le politicien Edgar Faure, qui vient de mourir, a eu une carrière bien remplie au service de la bourgeoisie. Député radical-socialiste du Jura de 1946 à 1958, président du Conseil en 1952, puis en 1956, il fut, en outre, ministre de la Justice, ministre des Finances, etc., avec des présidents du Conseil bien à droite, puis avec Mendès-France, avant d'être deux fois ministre de De Gaulle. Ce fut à lui qu'on confia la tâche, qui semblait délicate à l'époque, d'être ministre de l'Education nationale après 1968...

«Ce n'est pas la girouette qui tourne, c'est le vent qui change», aimait-il répéter pour se moquer de ses détracteurs. En tout cas, il savait passer d'un parti à un autre, d'un regroupement à un autre, en fonction de ce qu'on lui offrait, et était capable de faire partie de n'importe quelle majorité ou presque, pourvu qu'elle lui fasse place.

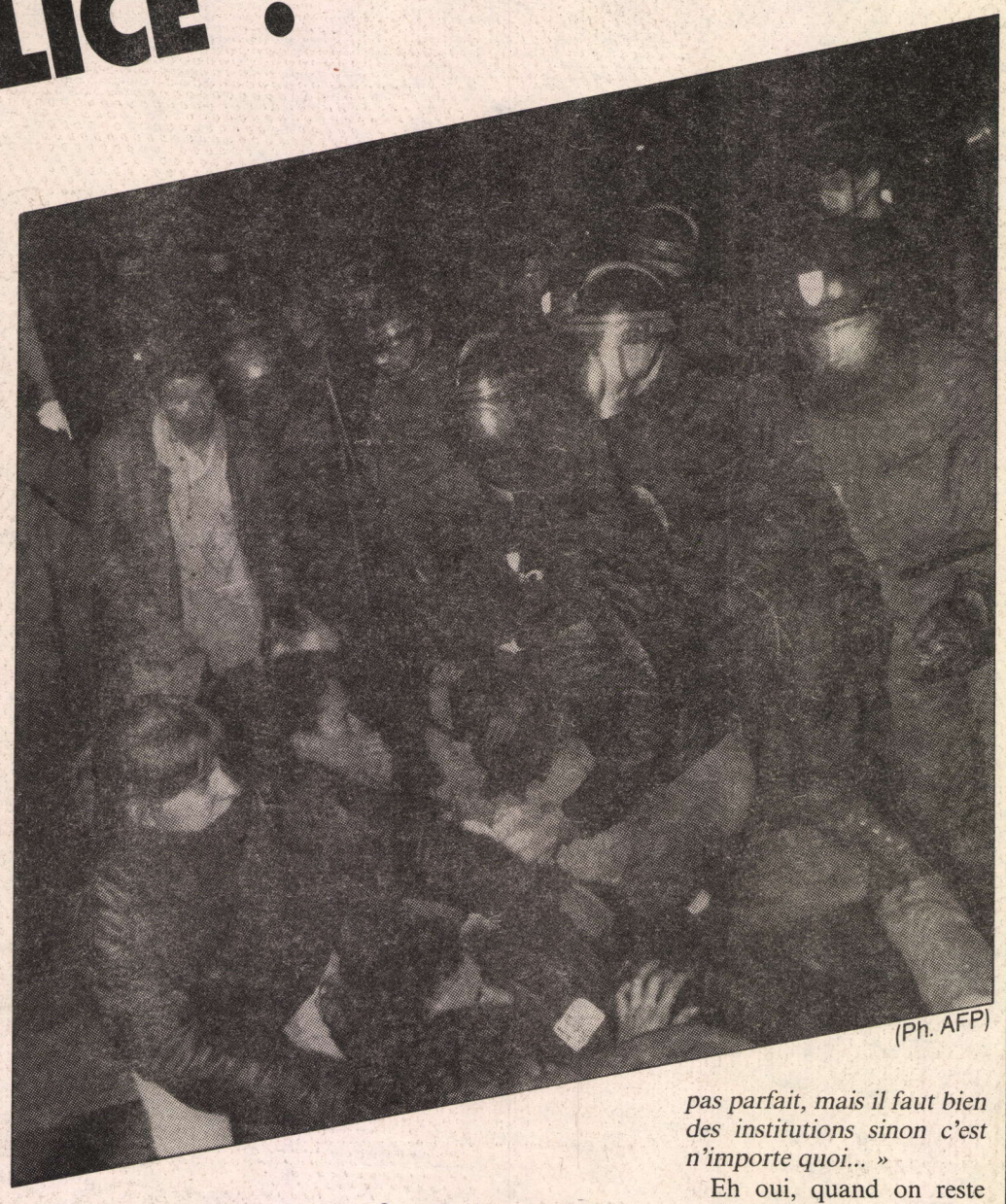
Une chose est sûre maintenant, il ne sera pas Premier ministre de Mitterrand si celui-ci est réélu le mois prochain. Dommage pour lui, la girouette aurait peut-être encore pu tourner.

Un débat organisé par le comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières.

COMMENT CONTRÔLER LA POLICE ?

Le comité de solidarité avec les familles des victimes des violences policières de décembre 1986 organisait le 23 mars un débat avec les représentants des partis et des candidats à l'élection présidentielle.

Les représentants du comité ont mis en lumière les difficultés qu'ils rencontrent pour obtenir que la justice prenne en compte les victimes des violences policières, en l'occurrence lors des manifestations étudiantes de décembre 1986. Certains manifestants resteront mutilés toute leur vie et Malik Oussekine, lui, a été tué par les membres d'une brigade du Peloton Voltigeur Motorisé.



(Ph. AFP)

A ce jour, 16 mois après, aucune des instructions n'a pu être menée à son terme. Aucune indemnisation n'a été versée ni aux victimes, ni à leur famille.

Un membre de la famille de Malik Oussekine a expliqué que le juge d'instruction chargé de l'affaire venait de demander en complément une contre-expertise sur les causes de la mort. Mais après un an et demi, il n'y a toujours pas eu à ce jour de reconstitution des faits.

L'essentiel du débat qui portait sur la façon d'empêcher les exactions policières et le meilleur moyen de contrôler la police et auquel les représentants de Barre et de Chirac ne participèrent pas fut surtout révélateur de ce que veulent ou ne veulent pas ces hommes qui se disent de gauche et qui se préparent surtout à retourner aux affaires.

Bonnemaison, le représentant-expert du PS, était surtout préoccupé et indigné que Pasqua le trouve tout juste bon à être affecté à la voirie et il a fallu qu'il soit interpellé par le représentant du comité pour qu'il accepte finalement du bout des lèvres, de se dire en faveur de la dissolution du Peloton des Voltigeurs Motorisés qui, n'étant pas permanent, n'a pas besoin d'être dissous disait-il. La grande proposition, c'était un Conseil supérieur de la police qui jugerait en son sein les exactions de ce corps, aussi efficace, paraît-il, que le Conseil supérieur de la magistrature. Ça promet... de l'avancement pour certains sans doute.

Pour prouver que les socialistes avaient agi avec fermeté quand ils étaient au pouvoir, Bonnemaison a rappelé que Joxe, ministre de l'Intérieur socialiste, avait fait afficher dans tous les commissariats la déclaration des Droits de l'homme. Comme il le dit lui-même, c'est un symbole. Un symbole qui a dû faire bien rire sous de nombreux képis.

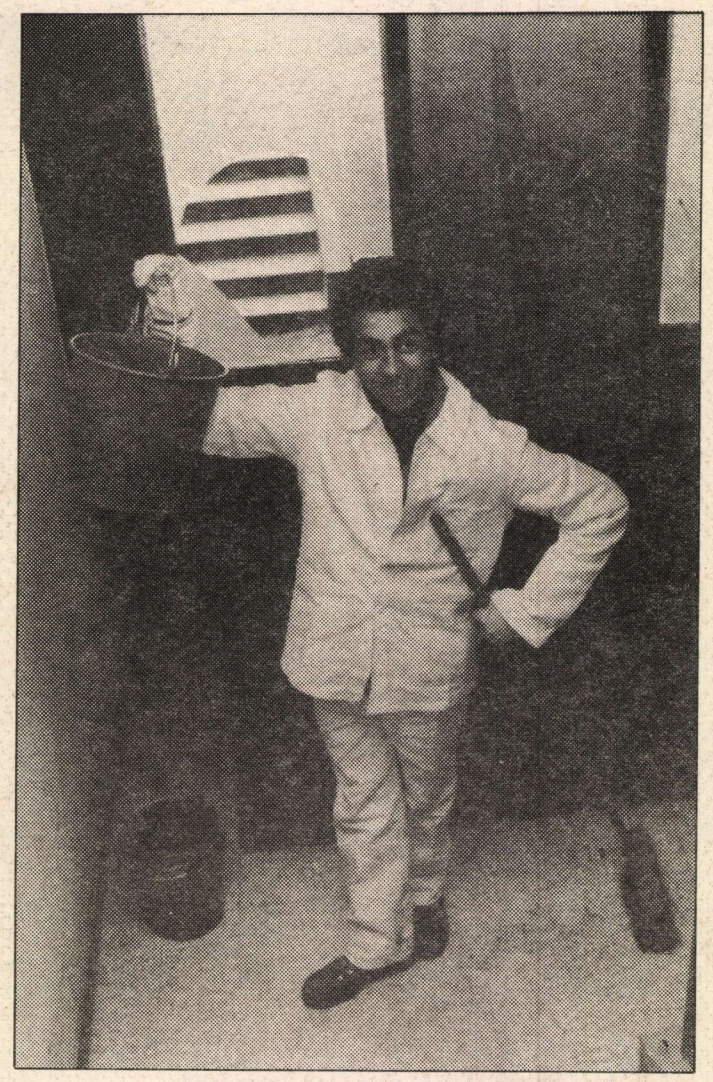
Quand le représentant d'Arlette Laguiller le rappela à la réalité en rappelant que, sous la gauche, avait été décidé, préparé et exécuté l'assassinat du leader kanak Eloi Machoro, le représentant du PS s'étonna du ton polémique et répondit : « *Oui, bien sûr, il y a eu le lamentable assassinat d'Eloi Machoro. Mais il y a eu des sanctions administratives. Mais nous n'avons jamais pu savoir qui avait tiré (??). De toute façon je tiens à rappeler qu'il y a tous les jours des policiers qui font bien leur travail...* »

Guy Ducolonné, pour le PCF, quant à lui, fut un peu plus incisif. Il déclara que la solution résidait dans le contrôle de la police par le pouvoir politique. Et quand le représentant de *Lutte Ouvrière* lui fit remarquer que le pouvoir politique quel qu'il soit est toujours solidaire de sa police qui est là pour défendre un ordre inégal, le représentant du PC s'excusa : « *Bien sûr ce n'est pas parfait, mais il faut bien des institutions sinon c'est n'importe quoi...* »

Eh oui, quand on reste attaché à partager le pouvoir avec les bourgeois, même en étant le PC, il faut bien jouer le jeu.

Ce furent les représentants des syndicats de policiers (dont le Syndicat Autonome, majoritaire) qui illustrèrent le mieux l'illusion du contrôle de la police par la justice. L'un d'eux déclara d'ailleurs « *Je suis prêt à payer l'apéritif à toute l'assemblée si vous me citez 5 affaires de victimes de violences policières qui ont abouti à des condamnations par la justice* » !

Notre camarade conclut que pour se faire respecter, la population doit d'abord se faire craindre et surtout n'avoir aucune confiance, pour garantir ses droits, ni dans les pouvoirs publics, ni dans la justice, pas plus que dans la police, non plus que dans les partis qui prétendent parler en son nom. Les travailleurs, les petites gens ne peuvent compter que sur eux-mêmes, sur leur propre force.



GRÂCE À LA GAUCHE, PUIS À LA DROITE, PRÈS DE LA MOITIÉ DES CHÔMEURS N'ONT RIEN POUR VIVRE

L'UNEDIC vient de publier des chiffres sur les chômeurs non-indemnisés, c'est-à-dire ceux qui ne touchent même pas l'indemnité minimale de 1935 F par mois... Ils sont 1 131 300 et représentent 40,5 % des chômeurs officiellement recensés. Leur nombre réel est certainement plus élevé. Quoi qu'il en soit, voilà donc plus d'un million de personnes, dont 62 % de femmes, qui sont totalement démunies de ressources. Certaines arrivent à s'en tirer grâce à l'aide de leur famille, mais de plus en plus nombreux sont ceux qui sombrent et qui en sont réduits à la mendicité, aux restos du cœur, aux nuits sur le pavé ou dans des abris de fortune.

Certains, surtout au moment des élections, s'indignent ; comment cela est-il possible ? C'est possible parce qu'il en a été décidé ainsi. Tout d'abord par le gouvernement de gauche, qui a introduit la notion de chômeurs en fin de droits, non-indemnisés. C'est à cette époque qu'on a commencé à parler des « *nouveaux pauvres* ». Ceux-ci ont dû leur misère à messieurs Bérégovoy, Mauroy, Mitterrand et consorts... Ensuite, une fois que la première crapulerie a été faite, la droite n'a eu qu'à agrandir le trou, et le nombre des chômeurs dépourvus de tout ne cesse d'augmenter. Ce qui n'a pas empêché, rappelons-le, aussi bien sous la gauche que sous la droite, d'offrir des milliards aux patrons, car les crédits qui manquaient pour les démunis étaient abondants pour les riches.

On vient également d'apprendre que le chômage a augmenté en un mois de 0,2 %, soit quelques milliers de chômeurs de plus. Et cela après que le gouvernement a claironné que le chômage marquait une pause, et qu'il était même en régression. Comme quoi le « *traitement social du chômage* », autrement dit l'embauche à bas salaires de chômeurs, surtout des jeunes, ne permet plus de pallier momentanément l'augmentation des chiffres du chômage. C'est ce qui se produit en ce moment, en pleine campagne électorale, alors que le gouvernement souhaiterait avoir des chiffres plus présentables.

Qu'est-ce que ce sera après ?

André VICTOR

La campagne d'Arlette Laguiller

● Avec les mineurs de Merlebach

«QUAND ILS COMMENCENT À S'INQUIÉTER, C'EST QUE NOUS POUVONS COMMENCER À ESPÉRER»

(Ph. LO

Lundi 21 mars, avant de tenir meeting à Nancy devant une salle de 300 personnes, Arlette Laguiller est allée rencontrer les mineurs de Merlebach.

A la sortie du puits Wouters, à la fin du poste du matin, un panneau de l'intersyndicale lui souhaitait la bienvenue, et des militants syndicaux étaient venus l'accueillir fraternellement, parlant avec elle des luttes qui viennent de secouer les Houillères : la grève des magasiniers, le coup de colère du vendredi 26 février. Et, font-ils remarquer, les candidats ne se risquent pas à venir dans le bassin houiller.

«Vous savez bien ici, dans le bassin houiller, à quel point cela va mal pour le monde ouvrier», dit notamment Arlette, s'adressant à une centaine de mineurs.

«Des salaires scandaleusement bas pour nombre d'entre nous : la dégradation du pouvoir d'achat pour tous et puis la menace du chômage pour chacun.

Les patrons se sentent du bon côté du manche, la discipline devient plus dure et ils se croient tout permis». (...)

Personne ne nous a jamais fait de cadeau, à nous les travailleurs, surtout pas les politiciens qui se font élire par nos suffrages!

Alors, ce que j'ai à vous dire, c'est : n'attendez rien du résultat de ces élections, car Barre, Chirac, Mitterrand, ils sont tous pareil!

Ils sont tous aux ordres du patronat, des riches, des bourgeois. (...)

Nous ne pouvons compter que sur nous-mêmes, sur nos luttes.

Ceux qui sont dans la bonne voie, ce sont les magasiniers qui n'acceptent plus les salaires scandaleusement bas qui sont les leurs et qui ont fait grève; et c'est vous tous, qui avez piqué votre coup de colère de l'autre semaine contre la direction des Houillères et contre les gendarmes. (...)

Et si, dans cette élection, je vous demande de voter pour moi, c'est (...) pour dire avec moi que vous en avez assez qu'on pousse les travailleurs vers la misère; pour dire avec moi, que vous ne croyez plus aux mensonges des politiciens et à la duperie des élections; pour manifester votre colère, pour dire que la coupe est pleine, et que les bourgeois et le gouvernement feraient mieux de faire attention, car c'est l'explosion sociale qui les attend!

Et si un grand nombre de votes se portent sur Arlette Laguiller, croyez-moi, ils ne s'y tromperont pas, ils comprendront que la classe ouvrière devient extrémiste et quand les patrons et les hommes politiques commencent à s'inquiéter, c'est que nous pouvons commencer à espérer», conclut-elle sous les applaudissements.

Peu après, Arlette était invitée à rencontrer les travailleurs de la centrale de Carling, en grève depuis plusieurs jours pour obtenir une prime de 1000 F par mois. Un accueil chaleureux, et une discussion sur les luttes des travailleurs, les grèves chez Chausson ou à la SNECMA. Arlette rappella la grève du Crédit Lyonnais qu'elle a menée en 1974. Oui, comme le dit Arlette, **«il faut que la classe ouvrière, collectivement, pique une colère salutaire»...**

● Avec les travailleurs d'Elbeuf

«TOUT PEUT DEVENIR POSSIBLE»

Quelques heures avant le meeting de Rouen du vendredi 25 mars, Arlette Laguiller a rencontré 35 travailleurs invités par les militants locaux de Lutte Ouvrière, à la Maison des Syndicats. Des ouvriers de Rhône-Poulenc et de Renault-Cléon étaient présents, mais les plus nombreux dans l'assistance, étaient les ouvrières et les ouvriers de la CIPEL, usine fabriquant des piles et rachetée en 1985 par Bouygues et Tapie.

Arlette rappela rapidement le sens de sa candidature et les principaux thèmes de sa campagne. Puis, après des questions posées sur les TUC, les SIVP et la formation professionnelle proposée par certains patrons, comme ceux de la CIPEL, Arlette montra comment, par ce biais toute une partie de la classe ouvrière est payée largement en dessous du SMIC. Elle rappela : **«C'est sous le gouvernement de gauche que le blocage des salaires, les atteintes à la Sécurité sociale et aux droits des chômeurs ont commencé. Le gouvernement de droite a continué à aggraver les choses, mais ceux qui avaient lié les mains à la classe ouvrière, qui l'avaient convaincue d'accepter tout cela, c'étaient des hommes de gauche. Quant à la fameuse formation professionnelle dont tous les patrons et les économistes de service nous rebattent les oreilles, ces gens-là en parlent uniquement pour culpabiliser les travailleurs, pour leur faire croire que s'ils ont un mauvais salaire ou s'ils se retrouvent au chômage, c'est de leur faute, c'est parce qu'ils n'ont pas fait assez d'efforts pour recevoir une «bonne formation»!** Le mensonge des discours sur la formation est d'ailleurs évident puisqu'il y a de plus en plus de techniciens et de cadres au chômage.

Après plusieurs questions sur les possibilités des chômeurs pour s'organiser et se défendre, Arlette souligna aussi qu'il fallait compter avant tout sur la force des travailleurs qui ont encore un emploi, force dont ils ont malheureusement rarement conscience. **«Quand cela se produira, comme ce fut le cas en 1936, on s'apercevra que ce que les bourgeois affirmaient être impossible : une augmentation importante des salaires, l'arrêt des licenciements, l'embauche des chômeurs et la réduction du temps de travail, tout cela deviendra parfaitement possible».**

Une bonne discussion qui a duré près de deux heures.

● A Rouen

250 personnes se sont retrouvées le vendredi 25 mars à la salle Sainte-Croix-des-Pelletiers de Rouen pour venir écouter Arlette Laguiller. Son discours, ponctué de nombreux applaudissements, a été suivi d'une dizaine d'interventions.

A la question : que faire contre Le Pen?, notre camarade répondit que, s'il y avait bien des façons de lutter contre le racisme et la xénophobie, il fallait compter avant tout sur une offensive de la classe ouvrière contre la bourgeoisie pour faire reculer tout ce qu'il y a de réactionnaire dans cette société.

Un étudiant demanda ce qu'elle pensait faire pour réorganiser l'économie, et un autre : **«Si elle pensait monnayer ses voix pour obtenir un poste de ministre ou une mesure sociale particulière»**. La question fit rire une bonne partie de l'assistance. Car, comme répondit, Arlette, sa seule ambition dans ces élections est d'exprimer la colère d'une partie du monde du travail et sa confiance dans la classe ouvrière comme seule classe capable de changer la société.

La campagne d'Arlette Laguiller

Échos de la campagne

DEUXIÈME TOUR, OU TROISIÈME TOUR ?

«En vous abstenant au deuxième tour, n'avez-vous pas peur de favoriser la droite ? C'est vrai, ils sont tous pareils, mais avec Chirac, qu'est-ce qu'on va prendre ! *(des travailleurs du métro parisien).*

★

«Je comprends l'utilité du vote Arlette Laguiller au premier tour, mais au deuxième tour, je ne comprends pas ce que vous tirerez de ne pas voter Mitterrand, ni votre interprétation de cette abstention» *(un étudiant de la faculté de Jussieu, à Paris, lors d'une réunion publique de Lutte Ouvrière).*

★

«La chose que je vous reproche, si vous allez à la pêche le 8 mai, c'est que vous faites le jeu de la droite» *(des employés de l'UAP à Paris).*

★

«Pas d'accord au deuxième tour, si tout le monde faisait comme vous, Le Pen serait président» *(un employé d'assurance, électeur socialiste, sur un marché de la banlieue parisienne).*

▽

On va en prendre avec Chirac, certainement. Mais avec Mitterrand ? La pire répression anti-ouvrière que nous avons connue, date de 1948, avec un ministre de l'Intérieur socialiste, qui s'appelait Jules Moch.

Si beaucoup de gens s'abstenaient de voter au second tour, l'interprétation en serait très claire : celui qui serait élu, le serait avec bien moins de légitimité. Et la politique d'austérité que tous nous promettent, Chirac, Barre, comme Mitterrand, ne serait pas cautionnée par les masses populaires.

Qui fait le jeu de la droite ? Ceux qui dénoncent la politique de droite de la gauche, ou la gauche qui mène cette politique, au service de la bourgeoisie ?

Et puis, ce n'est pas le deuxième tour qui compte. C'est le troisième tour, celui de la classe ouvrière.

Les travailleurs de certaines entreprises du pays, en ce moment même, y ont déjà pensé : aujourd'hui, il y a des grèves importantes, qui ont des caractères extraordinaires, dont personne ne parle : un millier de grévistes de la SNECMA Gennevilliers et de la SNECMA Villaroche sont allés faire débrayer leurs camarades de la SNECMA Corbeil. Puis les grévistes de la SNECMA des trois usines réunies, sont allés à Hispano parler à leurs camarades de cette usine pour les inciter à les suivre.

Voilà qui pourrait se généraliser avant même le premier tour, entre les deux tours, et après le deuxième. Voilà ce qui changerait les choses, plutôt que de choisir entre des hommes dont les politiques se ressemblent comme des gouttes d'eau.

Et si la classe ouvrière menait cette contre-offensive, contre les licenciements, la baisse du niveau de vie et les bas salaires, un Le Pen n'oserait même plus se montrer...

LA COULEUR DE MITTERRAND ? CELLE DES PATRONS

Discussion avec un militant du Parti Communiste se présentant comme «100 % inconditionnel», *lors d'une vente de* Lutte Ouvrière *sur un marché de la banlieue parisienne :*

– *Le militant PC :* «Vous êtes de gauche, alors il faut quand même voter pour la gauche».

– *Militant de LO :* «Nous sommes dans le camp des travailleurs. Et Mitterrand ?».

– *Militant PC :* «Il est dans le camp des patrons».

– «Tu veux voter pour quelqu'un qui est dans le camp des patrons ?».

– «C'est pas faux ce que tu dis là...».

– «Voter A.L., même de ce point de vue, c'est faire pression sur la direction du PC...».

– *Le militant du PC embarrassé :* «On verra, on verra...».

LE DROIT DE VOTE, C'EST BIEN. LA FORCE DE SE FAIRE ENTENDRE, C'EST MIEUX.

«Pourquoi ne revendiquez-vous pas le droit de vote pour les immigrés ?» *(un militant de la LCR des PTT dans la banlieue parisienne).*

★

«Arlette Laguiller sous-estime l'importance du Front National et ne parle pas dans ces élections du droit de vote pour les immigrés, c'est un manque» *(un militant de «Socialisme International» lors de la réunion publique LO à Jussieu).*

▽

Bien sûr que le droit de vote, comme le droit de se faire élire, ce serait la moindre des choses pour les travailleurs immigrés, eux qui ont ici tous les devoirs, à commencer par celui de se faire le plus exploiter !

Ce serait la moindre des choses, mais cela ne leur donnerait pas plus de pouvoir qu'aux travailleurs français. Et jusqu'à présent, les élections ont plus contribué à lier les mains aux travailleurs par les illusions qu'elles suscitent, qu'à les émanciper. La véritable force des travailleurs immigrés, comme de leurs camarades français, est dans la place qu'ils jouent dans la production et dans leurs capacités à serrer les rangs sur leur propre terrain de classe.

Si les travailleurs de ce pays préparent un troisième tour social, les travailleurs immigrés, droit de vote ou pas aux élections générales, y joueront un rôle décisif. C'est cette force-là des travailleurs qu'il faut mettre en œuvre, y compris pour mettre hors d'état de nuire le Front National. Car ce n'est pas un bout de papier qui permettra aux travailleurs immigrés de se protéger de Le Pen. Et tous ceux qui font confiance au droit de vote pour en finir avec Le Pen, sous-estiment sérieusement l'extrême-droite comme ceux qui la propulsent...

SEUL L'EXTRÉMISME PROLÉTARIEN EST RAISONNABLE

«A LO, vous êtes trop extrémiste» *nous dit un jeune stagiaire en informatique, sur le marché de Nogent-sur-Marne. Arrive une dame, qui nous dit qu'elle est avec nous, qu'elle a vu plusieurs fois Arlette à la télé.* «Je suis de son bord, elle a raison».

▽

Les profits des patrons, en cette période de crise et de chômage, ne sont-ils pas «extrêmes», eux ? Et la démagogie raciste d'un Le Pen, respecte-t-elle le juste milieu ? Quel est donc le moyen raisonnable des travailleurs de faire pression, pour leur propre sauvegarde, sur tous ceux qui défendent le patronat et le moyen de faire contre-poids à l'extrême-droite, sinon d'oser afficher, à gauche, des sentiments extrêmes ?

LE CAMP DES TRAVAILLEURS

Il y a ceux qui ne sont pas d'accord, ou à moitié d'accord ; et il y a aussi ceux et celles qui tiennent à venir nous apporter leur soutien.

▽

«Un seul candidat qui parle des travailleurs... c'est une femme, Arlette Laguiller» *(un travailleur de Massy).*

★

«C'est la seule qui nous représente, vraiment, nous les ouvriers» *(une électrice d'A.L. qui l'a vue à la télé porter ses signatures, venue discuter sur le marché de Nemours).*

★

«C'est bien, elle est encore là au bout de dix ans, sans baisser les bras» *(un vieux militant du PC rencontré sur le marché de Thiers).*

★

«Il faut voter pour elle, car il faut voter pour des ouvriers... Ce qu'il faut c'est comme en 1968 : fermer les portes, et s'y mettre tous ensemble, dans tout le pays, la main dans la main» *(une ouvrière de Michelin, à Orléans).*

★

Un militant du PC qui vend l'Huma *sur un marché d'une ville ouvrière de province vient nous apporter son soutien financier :* «Je ne suis pas toujours d'accord avec vous, mais j'ai vu A.L. sur la 5, face au Front National, et vraiment je suis admiratif qu'un tout petit bout de femme comme elle ait été capable de lui en mettre plein la vue ; elle s'est rudement bien défendue».

★

Un autre militant du PC, de la SNCF à Paris, a vu l'émission d'Arlette contre Martinez sur la 5 : «J'ai trouvé dingue que ce gars-là tutoie Arlette, je m'attendais à ce qu'elle lui balance son poing à la figure».

Dans les usines SNECMA

la deuxième semaine de grève pour les 1500 F

Démarrée le mardi 15 mars d'un petit secteur des Fonderies de Gennevilliers, la grève des usines SNECMA pour les 1500 F uniformes pour tous continue. Ni les chantages de la direction, ni la durée du conflit, ni la véritable conspiration du silence qu'entretiennent les grands média autour de ce conflit, n'ont découragé les grévistes.

Plus de 4500 grévistes participent à la grève dans les trois centres de Gennevilliers, Corbeil et Villaroche. A Gennevilliers, la grève est totale chez les ouvriers, reconductible toutes les 24 heures. A Villaroche et Corbeil, une forte minorité de grévistes sont eux aussi en grève totale, qu'ils reconduisent chaque jour, l'autre fraction se limitant pour l'instant à des débrayages de 2 h, parfois plus. Les assemblées générales quotidiennes restent particulièrement nombreuses (400 à 500 personnes à Gennevilliers, plus de 1 000 ces derniers jours à Corbeil et Villaroche).

D'autre part, l'activité des grévistes pour l'extension de la lutte s'est poursuivie cette semaine. Beaucoup ont bien conscience que leur sort, leur victoire, dépendent en grande partie de leur capacité à entraîner d'autres travailleurs dans la grève, ceux du groupe SNECMA, éventuellement ceux de l'aéronautique, ou même ceux des autres branches, même si cela semble plus difficile.

Cette nécessité d'étendre le mouvement, les grévistes de Gennevilliers l'avaient comprise en allant la semaine passée à plusieurs centaines à Villaroche pour l'extension de la grève, puis ceux de Villaroche et Gennevilliers ensemble en allant entraîner à leur tour Corbeil dans la grève.

Lundi 28 mars, plus de 500 grévistes de Gennevilliers, Villaroche et Corbeil, rendaient visite à l'usine d'Hispano à Bois-Colombes, passaient dans les ateliers aux cris de «*Hispano avec nous*», tenaient une assemblée générale des quatre usines réunies.

Non, décidément la combativité des ouvriers de la SNECMA ne s'est pas émoussée. On a pu encore le vérifier lors des négociations entre les syndicats et la direction tenues le mardi 30 mars. Les propositions de la direction sont dérisoires : 2,5 % d'augmentation (au lieu de 2,1 %), une prime exceptionnelle en avril pouvant être uniforme, des augmentations individuelles de 1 % (au lieu de 0,6 %). Toutes les assemblées générales ont revoté la grève unanimement.

A cette étape du mouvement s'est créée une coordination des grévistes inter-SNECMA. Elle s'est réunie pour la première fois mardi 30 mars. Elle regroupe des délégations des comités de grève de Villaroche et de Corbeil ainsi que des représentants de l'usine de Gennevilliers. Elle associe des syndiqués CGT et CFDT, mais aussi des non-syndiqués, et s'est fixée pour tâche de coordonner la lutte dans les trois centres mais aussi de l'étendre pour la renforcer. C'est elle qui a proposé par exemple d'aller prendre contact, le plus nombreux possible, avec les travailleurs d'Air-France, proposition déjà retenue par les grévistes de Villaroche.

Cette coordination peut être l'instrument de la propagation de la grève, car certains syndicats continuent quant à eux à exprimer de sérieuses réserves vis-à-vis de l'extension, quand ce n'est pas une franche hostilité. Ainsi, la CGT d'Hispano-Bois-Colombes, après la manifestation dans l'usine de grévistes des trois centres, n'a rien trouvé de mieux que de parler dans un tract de «*provocation organisée*» et qualifier tout à la fois d'«*énergumènes*», de «*meneurs*», et de «*feux follets*» ceux qui militent pour l'extension.

Cela dit, en entamant leur troisième semaine de lutte, les grévistes de la SNECMA, qui manifestaient jeudi 31 mars à Paris, restent largement mobilisés et bien décidés à faire sauter les verrous que les grands média ont cadenassé tout autour de leur grève.

(Ph. LO)

À Gennevilliers :

17 JOURS DE GRÈVE

A Gennevilliers, après 17 jours de grève, la lutte continue avec la même détermination et la grève a été reconduite toutes les 24 heures.

Nous continuons notre action pour l'extension. Jeudi 24 mars, nous sommes allés à plus de 100 nous adresser aux travailleurs de la SOCHATA, une filiale du groupe, où de nombreuses discussions ont pu s'engager.

Mais c'est surtout la journée du lundi 28 mars qui était la plus attendue à Gennevilliers. Ce jour-là, plus de 350 travailleurs de Corbeil et Villaroche nous ont rejoints à l'usine pour partir ensemble à Hispano Bois-Colombes. L'arrivée des cars était saluée par des «*hourra*» chaleureux. Aux cris de «*Oh lélé, oh lala, Pour nos 1500 F, on est toujours là !*», un défilé s'est répandu dans l'usine, regroupant plus de 600 travailleurs.

Finalement, à plus de 500 nous sommes allés à Bois-Colombes. Le contact avec les travailleurs d'Hispano, un peu surpris par notre détermination à pénétrer dans l'usine, a été très chaleureux. Il est vrai que 500 travailleurs d'autres usines qui passent dans les ateliers aux cris d'«*Hispano avec nous !*», ça faisait longtemps qu'on n'avait pas vu cela dans l'usine.

Mardi, juste après l'annonce des résultats des négociations, la tendance était à une certaine forme de durcissement : «*Pas question d'accepter !*». Une assemblée générale tenue l'après-midi parlait de bloquer les portes de l'usine, mais de nombreux grévistes, en particulier ceux qui se sont proposés pour participer à la coordination, pensent que la meilleure façon de durcir, c'est de la renforcer, et pour cela de l'étendre.

Le lendemain, l'intersyndicale qui prépare les propositions soumises à l'assemblée générale, et à laquelle de nombreux non-syndiqués tiennent à participer, proposait de rejeter les miettes de la direction, de reconduire la grève et d'interdire le travail de nuit. Toutes ces propositions ont été votées par l'assemblée générale. A cette AG, la proposition d'aller manifester tous ensemble à Paris jeudi 31 mars a été votée aussi. Une forte tendance reprend aussi l'idée d'aller, comme le proposent les grévistes de Villaroche et la coordination inter-SNECMA, voir tous ensemble les camarades d'Air-France à Orly.

À Villaroche : LA VOLONTÉ DE JOINDRE LES TRAVAILLEURS D'AIR FRANCE

COORDINATION INTER-SNECMA
1 500 F pour tous !
COMITÉ DE GRÈVE POUR L'USINE

A Villaroche, l'assemblée générale du matin rassemble toujours beaucoup de monde, jusqu'à 2000 travailleurs mardi 29/3. C'est l'AG qui décide de la suite du mouvement et des actions à mener. Le comité de grève qui s'est constitué pour organiser le mouvement comprend des grévistes de toutes appartenances, syndiqués ou non-syndiqués. C'est ainsi que des dizaines de grévistes participent à l'organisation du mouvement.

La grève de 24 h est reconduite tous les jours en assemblée générale et la production est toujours bloquée même si beaucoup de travailleurs font des débrayages limités. Il faut dire que la CGT incite plutôt les travailleurs à faire des débrayages tournants dans les secteurs où elle est influente. Malgré tout, les grévistes sont bien déterminés à obtenir satisfaction et, pour répondre à la direction qui prétendait que la grève était minoritaire, le comité de grève a proposé le mardi 29 d'aller tous ensemble manifester à la direction. Et c'est à près de 2000 que nous nous sommes retrouvés sous les fenêtres de celle-ci.

L'assemblée générale du mardi 29 a mandaté six grévistes pour la représenter à la coordination qui s'est constituée le même jour. A l'assemblée du lendemain, ces camarades nous ont transmis la proposition d'aller ensemble, les grévistes des trois usines, à Orly : ce qui fut retenu à une très large majorité. Et si finalement nous nous sommes ralliés à la proposition des syndicats d'aller plutôt manifester jeudi à Paris au ministère, aller à Orly n'est que partie remise. Nous comptons bien le faire dans les prochains jours et le faire avec les grévistes des autres centres à qui nous continuons à le proposer.

Correspondant Lo

Corbeil : DANS LE MOUVEMENT

Depuis mercredi 23 mars, jour de la venue à Corbeil de nos camarades de Gennevilliers et de Villaroche, environ 900 à 1000 travailleurs sont en grève sur les 5400 que compte le centre. Tous ne font pas 24 heures, certains pour le moment font une heure, deux heures au plus par jour.

Mais la détermination à obtenir les 1500 F uniformes reste ferme. Au cours des assemblées générales qui reconduisent chaque jour la grève, différentes propositions sont faites soit par le comité de grève représentatif de 200 travailleurs environ, syndiqués ou non-syndiqués, soit par les syndicats eux-mêmes.

Parmi les propositions retenues cette semaine, il y a eu celle d'aller lundi 28 mars à Gennevilliers puis de partir de là avec les grévistes des trois centres pour se rendre à Hispano et convaincre nos camarades de nous rejoindre dans la lutte. Au retour, dans les cars, nous avons discuté d'élargir le mouvement à d'autres entreprises, d'aller en tout cas prendre contact avec les travailleurs. Mais il faut également étendre la grève sur les quatre centres car si une grosse partie des ateliers ne tourne pas, il faut convaincre ceux qui ne sont pas encore en grève.

Pendant que nous allions à Hispano, la CGT préférait occuper symboliquement une entrée de l'usine. Mais à 17 heures après quelques menaces de la direction, le blocus était levé.

Le comité de grève se réunit chaque jour et ceux qui veulent assister aux discussions sont les bienvenus. Nous faisons le bilan de chaque journée, décidons de nos propositions, qui ira à la coordination, etc.

Mardi 29 mars, le jour des négociations, nous avons discuté par groupes de la suite du mouvement. Dès que nous avons connu les propositions ridicules de la direction, la grève des 24 heures a été reconduite à l'unanimité. Mercredi l'assemblée générale a décidé de participer à la manifestation de jeudi. En attendant nous avons fait une répétition à Corbeil : 600 personnes ont participé au cortège qui a défilé dans la ville. L'après-midi un groupe de travailleurs s'est rendu à Evry pour diffuser un tract et pour discuter avec les passants de notre mouvement. D'autres grévistes ont confectionné banderoles et pancartes revendicatives : car tous les grévistes tiennent absolument à ce que notre mouvement ne passe pas inaperçu.

Correspondant LO

1500 F pour tous !
GRÉVISTE SNECMA

À l'usine Hispano-Suiza de Bois-Colombes

LA CGT FAIT BARRAGE À LA GRÈVE

La semaine à l'usine Hispano de Bois-Colombes (filiale de la SNECMA) a été marquée par la venue des travailleurs en grève des autres centres, lundi 28 mars vers 13 h. L'ouverture des grandes portes cadenassées par la direction, qui ainsi maintenait de force l'équipe du matin dans l'usine et l'équipe du soir en dehors, a été immédiatement suivie par la visite de l'usine et les explications sur leur grève données aux ouvriers d'Hispano par ceux de Villaroche, Corbeil et Gennevilliers.

Malgré tout, Hispano n'est pas entré dans la grève. Il faut dire que la CGT, farouchement opposée à la grève, met tout son poids contre, avec les prétextes les plus divers : *«On n'a pas les mêmes problèmes qu'ailleurs, ici c'est le problème de l'emploi qui prime»*, ou *«On ne décidera pas sous la pression des autres, c'est à chacun de se déterminer dans chaque centre»*, etc.

Pourtant, l'envie de rejoindre la grève pour les 1500 F existe à Hispano. Ainsi, plusieurs dizaines de travailleurs ont décidé de s'adresser aux autres. Ils étaient 40 le lundi, 65 le mardi 29 mars. Mardi et mercredi matin, ils diffusaient aux portes des tracts proposant de se joindre au mouvement des 1500 F, signés de 40 noms. Mercredi, ils faisaient le tour des ateliers, initiative qui a suscité la sympathie des autres travailleurs.

L'après-midi, une réunion de la CGT a regroupé une centaine de syndiqués : beaucoup d'interventions pour les 1500 F, pour la convocation d'une assemblée générale, contre les attaques de la CGT vis-à-vis du groupe qui s'exprime publiquement pour la lutte pour les 1500 F et pour la convocation par les syndicats d'une assemblée générale.

Malgré tout, la CGT n'appelait pas à la manifestation du 31 mars à Paris, mais proposait un débrayage de 2 h le matin et 2 h l'après-midi pour l'équipe du soir. Ce débrayage, réponse à plus de 10 jours de protestations de travailleurs et de syndiqués contre la politique de la CGT, sera-t-il l'occasion pour les plus combatifs d'entraîner Hispano dans la grève ?

Correspondant LO

Chez BENDIX à Beauvais

(Ph. LO)

LICENCIEMENTS, CHÔMAGE PARTIEL, COURSE AUX CADENCES ...ET PROFITS EN HAUSSE!

L'usine Bendix de Beauvais fait partie du groupe Bendix-France, lui-même filiale du trust américain de la chimie et de l'aéronautique ALLIED. Bendix est le premier producteur européen de systèmes de freinage et l'un des tout premiers équipementiers automobiles en France. L'usine de Beauvais regroupe environ 950 personnes, dont plus de la moitié sont à la production, à l'usinage ou au montage des pièces. La majorité sont des femmes.

Bénéfices record pour les patrons, et pendant ce temps licenciements, chômage partiel, accélération des cadences, sans compter les salaires en baisse : ces dernières années la situation s'est dégradée pour les travailleurs.

es licenciements

Plusieurs séries de suppressions d'emplois ont fait passer les effectifs de l'usine de 2500 en 1976 à 1300 en 1985, et à 950 aujourd'hui. La direction de l'usine s'était illustrée dès la fin 1984 par la façon dont elle procédait aux licenciements. La législation alors en vigueur – avant la suppression de l'autorisation administrative de licenciement – imposait aux patrons quelques petites contraintes en matière de licenciements économiques de plus de dix personnes, en particulier de demander l'autorisation des pouvoirs publics. La direction avait alors décidé de licencier... neuf personnes par mois, ce qui lui avait permis d'éviter toute tracasserie de la part des pouvoirs publics en contournant la loi. Mais comme l'a dit, plus tard, l'ancien directeur, en réunion de CE : *«La loi, tout le monde s'asseoit dessus»*...

Aujourd'hui, le plan de licenciements est théoriquement terminé, mais ce n'est pas pour autant qu'il n'y a plus de licenciements. Simplement, ils ne sont plus systématiques. Depuis cette année d'autres méthodes sont utilisées pour licencier : en particulier la recherche de la moindre «faute» professionnelle. Il est difficile de savoir exactement combien de personnes en ont été victimes, car les pressions sont telles que la plupart des licenciés quittent l'usine sans avertir personne, et quelquefois même acceptent de «démissionner». Et l'ambiance est telle qu'on s'habitue aux licenciements. Un beau jour on se demande où est passée notre voisine de chaîne, puis on se fait à l'idée qu'elle a été licenciée. Si par hasard ce n'était qu'une maladie, on est presque étonné de la voir revenir au bout de quelques jours !

Le chômage partiel pèse sur les salaires

Le chômage partiel permet à Bendix de peser sur les salaires de façon substantielle puisque, pendant les journées de chômage, on ne touche que la moitié de son salaire. Le nombre de jours de chômage par mois est irrégulier et il est souvent décidé à la tête du client. Certains ont eu jusqu'à 50 % de chômage certains mois et la moyenne par personne tourne autour de 10 à 15 % selon les mois.

Ainsi cela fait parfois 600 F de moins sur la paie ou même beaucoup plus si vous êtes particulièrement mal loti. S'ajoutent au chômage individuel des journées de chômage quasi général pendant lesquelles les services de cars sont supprimés. De cette façon, le directeur habitue le personnel à la suppression progressive des cars en obligeant ceux qui travaillent ce jour-là à se débrouiller pour venir à l'usine.

Les cadences : plus le temps de dire «ouf»

Un chiffre résume la situation : la production du groupe Bendix-France a crû de 4 % de 1985 à 1986 tandis que les effectifs fondaient de 6,9 %. Autant dire que la productivité s'est largement accrue. Les temps morts ont pratiquement disparu, que ce soit à l'Usinage ou au Montage. Les chefs font pression pour que les ouvriers réduisent d'eux-mêmes leur temps de casse-croûte et sur les chaînes tout le monde est si occupé qu'on ne peut plus se remplacer les unes les autres mêmes pour deux minutes.

Désormais, il n'y a pratiquement plus non plus le temps d'attente du régleur par exemple puisque, sous prétexte d'«autonomie» sur les chaînes, nous devons faire à la fois le travail d'OS, de contrôleur, de chef de chaîne et pourquoi pas de régleur, tandis qu'en même temps on doit remplir un tas de paperasseries de toutes sortes, souvent illisibles ou difficiles à remplir. C'est la porte ouverte aux licenciements sous prétexte de faute professionnelle puisque nous sommes rendues entièrement responsables de notre production par le fait que nous la contrôlons nous-mêmes.

Comment réduire la paie en «sucrant» le boni :

Beaucoup d'entre nous sont payées au boni mais il suffit d'être très légèrement (2 à 3 %) au-dessous de la «norme» pour que le boni saute ou du moins soit réduit de 200 ou 400 F. Pour nous empêcher de faire notre boni, c'est très simple : il suffit de nous changer de poste de temps à autre, et les directeurs ne s'en privent pas. Le temps de s'habituer au nouveau poste de travail, de prendre sa cadence, et nous voilà «baladées» ailleurs. On aura beau s'échiner à tenter de rattraper le boni, c'est peine perdue ! La pratique de l'«autonomie» permet aussi à la direction de payer moins de boni puisque nous ne pouvons pas assurer les mêmes cadences de production tout en faisant d'autres travaux en même temps.

Outre l'aggravation des cadences, c'est aussi l'aggravation de la flexibilité. Ainsi depuis peu la direction nous demande-t-elle de fixer longtemps à l'avance nos journées d'ancienneté, autrement dit nous ne pouvons plus les prendre à notre convenance. Pire : récemment un ouvrier a dû prendre deux jours d'ancienneté un jeudi et un vendredi sous prétexte de manque de travail, et la direction lui a imposé de venir travailler... le lendemain samedi !

L'aggravation de l'ensemble de nos conditions de travail, c'est tout bénéfice pour Bendix. Et ça marche : les bénéfices avoués ont atteint 60 millions de francs en 1986 ; Bendix a racheté l'ex-Renix (Toulouse) à Renault il y a deux ans. Et 60 millions pour moins de 6000 personnes que compte le groupe, ça ferait tout de même 10 000 F pour chacun, non ?

Correspondant LO

TVO (Transports du Val-d'Oise)

LES TRAVAILLEURS NE VEULENT PLUS ÊTRE ROULÉS

TVO, Transports du Val d'Oise, est la principale entreprise de transports en commun desservant Argenteuil et la région au sud du Val d'Oise. Dans cette entreprise, les travailleurs doivent affronter une direction hargneuse et dure. Salaires bas (40 F de l'heure à l'embauche, 41 F au bout de 5 ans, 5 800 F nets à l'embauche, toutes primes comprises), conditions de travail très pénibles : matériel en mauvais état, amplitude d'une journée de travail avec coupures pouvant atteindre 12 heures de présence, continuel décalage des horaires. TVO a connu dans le passé de nombreux mouvements.

Après un premier débrayage jeudi 24 mars, à l'appel des 3 syndicats CGT, CFDT et FO, plus de 85% des conducteurs et mécaniciens ont fait grève 24 heures mardi 29 mars. Leurs principales revendications concernent les salaires : des salaires décents et pas les 0,5% que la direction veut bien donner en aumône; un rattrapage sur les congés payés des trois dernières années où par une embrouille de calcul, la direction a récupéré sur les trois ans près de 2 000 F qu'elle doit à chacun.

Pour l'instant, la direction a répondu par le plus grand mépris aux revendications des travailleurs de TVO. Mais, attention, entre la SNECMA-Gennevilliers et Argenteuil, il n'y a qu'un pont. Alors, à pied, à défaut de bus, l'idée de la grève jusqu'à satisfaction peut faire son chemin.

Correspondant LO

JLD (Chalon-sur-Saône)

LE PATRON C'EST HARPAGON

JLD, vous connaissez ? C'est une petite usine de confection née il y a près de 5 ans après un dépôt de bilan des usines Jacquard, qui, dans leurs trois usines du Creusot, de Montchanin et Chatenoy (près de Chalon), comptaient plus de 700 personnes.

Le nouveau patron, neveu de l'ancien, a redémarré en commençant par économiser le personnel, sélectionnant seulement 50 personnes à Chalon, et guère plus à Montchanin.

Depuis 5 ans que l'usine tourne, notre patron ne manque pas une occasion de s'enrichir sur notre dos.

– Les salaires ? C'est le SMIC : 28,44 F de l'heure, soit environ 3800 F net, et ce n'est pas la prime de productivité qui peut rendre notre salaire décent !

Cette prime peut varier de 300 F à 700 F par mois. Et encore ! Car à chaque nouveau modèle que nous fabriquons, le patron vient en personne sur la chaîne pour nous chronométrer et nous imposer des temps quasi-impossibles de façon à pouvoir nous baisser la prime !

– La pause de la mi-journée ? C'est «théoriquement» 45 minutes pour manger : mais notre patron doit trouver que c'est encore trop long et que nous perdons trop de temps à manger tranquillement : il nous donne les retouches et les réparations à faire sur nos articles pendant nos 45 minutes de repas !

– Et puis pendant le travail : pas question de pouvoir souffler une seconde ! Aller au WC, c'est mal vu ! Il nous l'a déjà dit : *«Si vous y allez trop souvent, vaut mieux que vous restiez à la maison»*.

Chez JLD tout est bon pour nous voler même quelques minutes : le matin, on commence à 7 h 45, mais il faut avoir pointé à 7 h 42 ! Sinon : un bon de retard et la prime d'assiduité qui saute ! Même chose à midi : au total cela fait, quand même 6 minutes par jour, et donc 30 par semaine, qui nous sont carrément volées.

Bref, nous gruger, c'est devenu pour notre patron, une obsession : il nous vole sur les arrêts maladie ou bien encore il ignore par exemple que nous devons aller voter pour élire les Prud'hommes (ce qui lui a valu quand même une amende après intervention auprès de l'Inspection du travail...).

On peut toujours se consoler en se disant que ce n'est pas seulement avec nous qu'il est radin, mais avec tout le monde ! Avec ses clients et leurs représentants par exemple : il les reçoit carrément au réfectoire, autour d'un casse-croûte ou d'un repas tiré du sac !

Chez JLD, l'Harpagon de Molière est battu : et à force d'économiser sur tout et sur nous, il doit avoir un joli magot !

Correspondant LO

Nos lecteurs nous écrivent

"Ils vendent de la tôle : Ils mériteraient d'y être"

Au chômage depuis quelques mois, j'ai trouvé par l'intermédiaire de l'ANPE un emploi à la société TOLGANOR à Roubaix, une entreprise de vente de métaux en feuilles, de 2 personnes : la patronne et son associé.

Je devais recevoir un plan de formation de 300 heures, suite à une embauche ferme.

Pour ce faire, mon employeur recevait 15 000 F de l'Etat et était exonéré de charges pendant un an. Mon salaire, lui, devait être de 4 800 F brut (pour ainsi dire le SMIC).

Une semaine plus tard, la patronne, revenant des sports d'hiver, a commencé à faire pression sur moi pour m'amener à rester un peu plus tard le soir, bien évidemment sans rémunération supplémentaire.

Devant ma résistance polie mais ferme, cette dame et son acolyte ont cherché dans le milieu de la semaine un prétexte pour me jeter à la porte.

N'ayant pas de local afin de déjeuner, je m'étais installé, comme elle me l'avait permis, dans son bureau, sous réserve que je réponde à un appel téléphonique éventuel.

A 14 h 05, à son retour du restaurant, la patronne m'a brutalement pris à partie : *«Vous vous prenez pour qui ? C'est moi la patronne ici, vous n'avez rien à faire dans mon bureau, prenez la porte ! Dehors !»*

Devant ma demande d'explications, son associé m'a empoigné, injurié grossièrement et raccompagné manu-militari à mon véhicule.

N'ayant pas de témoins, je n'ai répondu ni aux injures, ni à l'empoignade, et je suis allé prévenir l'ANPE et l'inspection du travail immédiatement.

Dans un premier temps, cette brave dame ne voulait pas me verser un centime de mon salaire (60 heures de travail).

Malheureusement pour ces gens, ils n'avaient pas affaire à un demeuré, mais à un travailleur qui avait déjà eu l'occasion de défendre ses intérêts et ceux de ses camarades de travail.

48 heures après, mon solde de tout compte m'était payé.

Je ne compte pas en rester là, et j'ai l'intention de me porter devant les Prud'hommes.

Devant la difficulté à trouver un emploi pour un travailleur, et le nombre de demandeurs se présentant pour un poste, certains patrons se croient revenus au temps de l'esclavage.

Il leur arrive parfois de tomber sur un bec.

P. (Roubaix)

La campagne d'Arlette Laguiller

NOUS AVONS BESOIN DE VOTRE SOUTIEN, SOUSCRIVEZ !

Total recueilli à ce jour : 966 931 F

LA SOUSCRIPTION A RAPPORTÉ À CE JOUR LA SOMME TOTALE DE 966 931 F. Nous avons pris du retard dans la publication des listes de souscription, faute de place. Mais tout sera publié intégralement dans les numéros à venir de *Lutte Ouvrière*.

Continuez à souscrire et à faire souscrire autour de vous. Nous avons besoin de votre soutien financier, parce qu'il donne les moyens à Arlette Laguiller de mener sa campagne. Et une campagne électorale cela coûte cher, même si la nôtre est bien modeste en comparaison de celle des «grands» candidats.

La campagne d'Arlette Laguiller repose sur l'énergie militante, l'action bénévole de tous ceux qui nous apportent leur aide... et cela peut commencer avec le soutien financier. Plus vous serez nombreux à verser à la souscription et plus la voix d'Arlette Laguiller poura se faire entendre !

souscriptions reçues au journal : *«Contre le capitalisme et la bureaucratie, pour l'internationalisme»* :55 F. Pierre, Paris 12ème :500 F. Un sympathisant de la DDE (Somme) : 300 F. Philippe, Marcq-en-Baroeul, 59 : 60 F. BG, l'Hermenault, 85 F. Daniel, Sexey-aux-Forges, 54 : 50 F. Jean-Pierre, Thizy, 69 :100 F. Une instit de Douai, 59 : 200 F. Yvonne, Le Relecq-Kerhon, 29 : 10 F. Robert, Heillecourt, 64 : 300 F. *«Un invalide du travail contre le capitalisme» :* 50 F. De Berlin :1687 F.

REGION PARISIENNE : Une copine : 200 F. Belfort (Créteil) : 34 F. Pour AL : 32 F. Marianne Debouzy : 100 F. Solange : 200 F. Nicole : 1 500 F. Micheline, Tolbiac : 50 F. Catherine, Vanves : 50 F. Baudry : 100 F. Molinier : 100 F. ***CPAM Paris Bercy :*** 100 F. Idem : 30 F. Idem : 100 F. Tirard Chantal : 100 F. ***CPAM Paris Bercy :*** 50 F. Sympathisante de Metz : 100 F. Françoise Folorou : 250 F. Une famille : 300 F. Pour nos affiches : Toshikotsu Onishi : 250 F. Tetsuya Nakamura : 250 F. Colin Lucie : 100 F. Franck Louis : 100 F. Un prof de socio : 50 F. Jean-Michel et Sylvie : 40 F. Sanson Véronique : 100 F. Rivot Gilles : 100 F. Rantureau : 50 F. Fabien, 1er versement : 150 F. Rivot Yves : 100 F. Philippe Santhom : 50 F. Manu : 500 F. Lônan : 100 F. Rivor Yves : 100 F. Christian : 100 F. Ginette et Michel : 300 F. Grand mère de Toulouse : 100 F. Bernard : 50 F. Jean-Luc : 50 F. Pierre : 100 F. Mazis : 50 F. Lecteur fidèle de LO : 100 F. Luc Tournon : 150 F. Gérard : 100 F. Nanie : 50 F. Claude : 100 F. Françoise : 100 F. Alain Ancel : 100 F. Philippe, non au racket (it's a joke) : 500 F. Olivier : 3 000 F. Levy : 100 F. Maunoury : 100 F. Olivier : 200 F. Demarly : 200 F. Anglade : 200 F. Point : 100 F. Deltheil : 200 F. Benz : 60 F. Craipaux : 50 F. Bayle : 50 F. Vergès : 50 F. Yvan, ouvrier, Oise : 60 F. Pierre : 100 F. Alain : 100 F. Lise : 100 F. Bernard : 100 F. Ph. : 44 F. Copain : 200 F. Moi : 20 F. Mme S. : 2 000 F. MA : 50 F. J.-F. : 50 F. PA : 50 F. PA : 50 F. R. B. : 20 F. J. F. : 30 F. Dominique : 100 F. Anne :.50 F. Une sympathisante : 100 F. A la fac : 15 F. Soutien marché : 50 F. Pierre : 50 F. Saget G. : 100 F. Anfroy : 10 F. Michel et Jocelyne : 150 F. Sylvain : 30 F. Solal Marcelle : 100 F. Solal Denise : 100 F. Georges : 50 F. Anonyme : 20 F. Pham-Hieu Vinh Mao : 30 F. Michel : 100 F. Alain : 10 F. Carlos : 100 F. Pélo, Drivet Bruno : 100 F. Pascal B. : Jean-Louis : 50 F. Laurent J. : 50 F. Traoré : 50 F. Jean-Michel : 50 F. Mokrane : 100 F. Bouchakel : 20 F. Anonyme : 70 F. Marc : 20 F. Moya : 30 F. Laurent : 50 F. Bernard : 50 F. Serge : 30 F. Paul : 100 F. Gérard : 200 F. Pierre : 30 F. Patrick : 30 F. Maudmuit Didier : 200 F. André Christian, Alcatel Levallois : 100 F. Christine : 100 F. Laurence : 200 F. Michel, pour nos idées : 1 000 F. Ballade Marie : 100 F. TLM : 100 F. Marie-Catherine : 200 F.

ARGENTEUIL : Tortech Olivier : 100 F. Brugnon Eric : 50 F. Boudot : 10 F. Marché de Levallois : 30 F. Catherine : 200 F. Josée : 10 F. Serge : 100 F. Suzanne : 50 F. Michèle : 20 F. René et Claire : 100 F. H. : 9 F. Mustapha : 40 F. Annick : 72 F. Mario : 50 F. Claude : 100 F. X. : 10 F. X. : 7 F. Annie : 92 F. Un retraité : 50 F. Béatrice : 50 F. Dominique : 100 F. ***UAP Tour Assur :*** Maryline : 50 F. Georgette : 50 F. Evelyne Bonvalet : 200 F. ***Dassault Saint-Cloud :*** Pontela : 30 F. Biria : 10 F. Antonio : 10 F. Desbois : 30 F. Deremetz : 50 F. Gourmelon : 50 F. Pochet : 50 F. Osika : 50 F. Dalier : 50 F. Giquerre : 30 F. Meneault : 30 F. Blanvillain : 20 F. Pagès : 50 F. Legaux P. : 30 F. Gognet : 20 F. ***Cramif :*** Rigot Jean-Claude : 100 F. ***Chausson :*** Patrick : 1 000 F. ***Citroën Asnières :*** Un ouvrier : 60 F. Un ouvrier : 10 F. Un ouvrier professionnel : 50 F. Un prolo : 50 F. Un autre : 20 F. Un autre : 20 F. ***SNCF Paris St-Lazare :*** Krafou : 30 F. Mère : 200 F. Kropotkine : 50 F. Cheminots : 200 F. ***SNCF Paris La Chapelle :*** Nathalie : 100 F. Jauge : 40 F. Eric : 30 F.

PARIS SUD-EST : Flo : 1 000 F. ***UAP Tour Assur :*** Christine : 100 F. ***PTT Créteil, centre de tri :*** Michel : 150 F. Patrick : 200 F. Alain : 100 F. J.-L. : 50 F. Eric : 100 F. Thierry : 100 F. Martine : 50 F. Pour arrondir : 16 F. ***Roussel Uclaf :*** Romainville : Jean-Emile Fernandez : 800 F. Martin : 10 F. Jacky Guittot : 50 F.

REGION PARISIENNE : RATP ***ferré :*** Roger : 20 F. Schiorri : 20 F. Turpin : 15 F. Lemeur : 30 F. Houcheville : 50 F. Artamanoff : 20 F. **RATP** ***Championnet :*** Réjane : 100 F. Un sympathisant : 100 F. Jean : 100 F. Frédéric : 100 F. ***Caf :*** Sylvie : 100 F. Maurice : 45 F. Joséphine : Suzy : 50 F. Sylvie : 20 F. Levan : 50 F. Frédéric : 20 F. Saccia : 10 F. Marie-Françoise : 50 F. T. Dautun : 200 F. Jago : 10 F. De Graët : 20 F. Rose : 10 F. J. Micard : 100 F. **CAF** ***15ème :*** Régis : 150 F. Georgette : 50 F. Marie-Claude : 10 F. Alain : 10 F. Martine : 15 F. **EVRY :** Benchacal : 100 F. **SNCF** ***Masséna :*** Claude : 50 F. Alain : 30 F. Michel : 50 F. ***Alcatel*** **LEVALLOIS :** Comtesse Daniel, retraité : 100 F. Lavilhe Patrice : 100 F. Hamadi Yayat : 150 F. **PARIS :** MG : 200 F. Thérèse, 91 ans : 200 F. Geneviève, retraitée, 150 F. Adolphe, technicien : 50 F. Leconte, infirmier : 50 F. Sylvia, étudiante : 80 F. Jean-Marc, technicien : 500 F. Jean-Michel : 100 F. Claudine, infirmière : 100 F. Brigitte, infirmière : 50 F. Paulette, aide- soignante : 200 F. Claudie : 100 F. Bob. Artiso (BA) : 50 F. Mai - Avr. : 50 F. Yves le terrible : 200 F. Avouab les Nenesse : 60 F. Réponse = tige : 50 F. Hosadior : 40 F. Odierst = JO : 50 F. Palmyre : 1 000 F. Rachel : 100 F. Un prof. : 20 F. Le frère d'une copine : 10 F. Hakima B. : 15 F. Myriam (et son mari) : 50 F. Jean-Claude Martin : 25 F. Curtenelle : 100 F. Un sympathisant : 150 F. Catherine : 50 F. Jean-Claude : 1000 F. Martine : 150 F. Mme Blambert **(MRAP) :** 200 F. M. Kim : 30 F. Faustino : 100 F. Luc : 400 F. J. Louis Modolo : 200 F. Deux vieux travailleurs : 100 F. Gilles (Rueil) : 30 F. Michel (Rueil) : 50 F. 2 instits (Rueil) : 100 F. J. Louis (Rueil) : 35 F. Olivier (Rueil) : 30 F. Sylvie (Rueil) : 50 F. Bertrand (Puteaux) : 60 F. Complément : 100 F. Rougeot : 50 F. Philippe : 50 F. Laure : 50 F. Martine : 40 F. Magali : 20 F. Jean-Pierre : 100 F. Françoise : 50 F. L.N **(DASS MELUN)** 100 F. Un sympathisant : 150 F. Un sympathisant : 300 F. Marie-Blanche : 50 F. Lion Christiane (éducatrice Flers) : 30 F. Une sympathisante : 200 F. A. Diagne : 50 F. Un couple de paysans normands : 10 F. Une sympathisante 4 000 F. B : soutien pour la démocratie : 100 F. Philippe, pour la liberté des idées : 100 F. Marie-Odile, pour la génération de demain : 100 F. Marie : 20 F. Couple retraité : 100 F. Florenchie : 100 F. Sylvie Candas : 450 F. Bruno, **EGF :** 100 F. Christian, **EGF :** 100 F. Daniel : 100 F. Un gazier : 50 F. René Picabea : 100 F. M. Meunier : 100 F. Gérôme : 200 F. Yvest : 200 F. Sylvie : 100 F. C. : 200 F. T. : 30 F. Namur : 10 F. M. et Mme Vivarelli : 20 F. Michel : 170 F. Une maman sympathisante : 100 F. Monique : 100 F. Deux amis sympathisants : 500 F. Zaza : 100 F. Danielle : 1 000 F. Anonyme : 50 F. Florence : 300 F. Loulou : 100 F. Yves et Nicole : 200 F. Jean-Luc (Paris) : 500 F. Nathalie (Paris) : 250 F. Ithurriague (étudiante Paris) : 200 F. Jean-Louis Grappin : 200 F. Raymond Salinas : 200 F. Marcel Vallet : 100 F. Daniel : 100 F. Marcel (2ème) : 200 F. Adauret de Boncoeur (Menton) : 200 F. Ouvrière d'Evry : 50 F. Pour Arlette : 100 F. Sympathisants du 11ème : 1 100 F. Un prof. d'économie : 200 F. Un prof. de philo : 200 F. Daniel (manutentionnaire) : 50 F. Jean-Pierre : 50 F. Soutien à Arlette : 75 F. Une collègue : 100 F. Anne : 100 F. Lucile : 150 F. Copain : 200 F. Lavagne Denise : 100 F. Lavagne Michèle : 200 F. Sylvie : 50 F. Arsenal : 300 F. Un camarade algérien : 100 F. Renée G. : 200 F. Jean-Pierre : 100 F. Retraitée : 50 F. M. Piche Alain : 50 F. Louis Bonnel : 200 F. Daniel : 100 F. Laure Mistral, étudiante Paris : 100 F. R.S., professeur de sociologie : 600 F. Le Gac Claudie : 100 F. Loupiac Claude : 50 F. Liliane S., parente d'un militant, profession libérale : 300 F. Jean-Jacques : 100 F. Catherine : 60 F. Thierry : 100 F. Louise : 100 F. François-Xavier : 60 F. Christine : 20 F. Richard : 20 F. Christiane : 300 F. Daniel Fleury : 100 F. Robert : 300 F. X., **PAS-DE-CALAIS :** 200 F.M. Fugler : 50 F. Mme Siro : 50 F. Annick : 30 F. Catherine : 100 F. D.R : 100 F. Michel : 10 F. Simon-Valérie : 50 F. Jean-Luc : 50 F. Patrice : 300 F. Anonyme : 50 F. Qui aime bien Arlette : 40 F. Un copain de ***Dunlopillo :*** 50 F. Des copains qui aimeraient donner plus : 500 F. Delporte : 200 F. Un démocrate du Lot : 50 F. "Imprimeurs" : 2 000 F. **ORSAY (91) :** Jean-Claude : 100 F. Jean-Christophe : 100 F. Philippe : 400 F. Bruno : 200 F. Parents : 100 F. Casquette : 100 F. Collectif : 10 F. Anne, informaticienne : 400 F. Une infirmière : 100 F. Une admiratrice : 100 F. Un aimable jeune homme : 200 F. "François, Raymond, Jacques ... c'est bien, Arlette, c'est mieux !" : 400 F. Monique Bernard : 200 F. Ouvrier ***d'Hutchinson*** **(PERSAN, VAL D'OISE) :** 200 F. Chantal **(PRESLES, VAL D'OISE) :** 50 F. Un pote de ***Trappes :*** 70 F. Marie-Ange : 200 F. Un vieux socialiste : 700 F. Guy, lycéen : 50 F. J.C., étudiant : 50 F. Bernadette, artisane : 50 F. Ghéziel M.E. : 300 F. Ouvrier **SNECMA :** 10 F. Prof. : 200 F. Prof. : 50 F. Prof. : 50 F. Wernimont : 200 F. Retraitée : 50 F. Thomas : 20 F. ***Hôpital Sainte-Anne :*** Anonyme : 100 F. Catherine : 30 F. Michel : 100 F. Odile : 100 F. Nelly : 70 F. Francis : 100 F. Eulalie : 50 F. Edith : 50 F. Evelyne : 30 F. Didier : 110 F. ***Hôpital Saint-Antoine :*** Molher : 300 F. Un collègue : 20 F. Un lecteur du journal : 50 F. Un collègue : 30 F. S. Giroire : 30 F. Par sympathie : 50 F. Par amitié : 21 F. Un demi-rouge : 20 F. Un collègue : 15 F. Par solidarité féminine : 10 F. Un ouvrier : 10 F. Par amitié : 30 F. Lambrot Liliane : 20 F. Inconnu : 20 F. Par sympathie : 20 F. ***Hôpital Pitié-Salpetrière :*** Claudine : 50 F. Lokobille sympathisante : 100 F. **PTT PARIS :** Dumontier : 50 F. Eric : 100 F. Darde : 100 F. Marie- Noël : 50 F. Patrick : 100 F. Gérard : 50 F. Lolo : 50 F. **PTT** ***Tri-Montparnasse :*** Gil de Kermanguy : 100 F. Annick et Michel : 200 F. **PTT** ***Tri-Plm :*** Eliane : 100 F. Michel : 200 F. ***Roussel-Uclaf*** **ROMAINVILLE :** Léger : 100 F. Annick : 200 F. Simone : 50 F. Laurent : 20 F. Anonyme : 50 F. ***Roussel-Uclaf*** **COMPIEGNE :** Evelyne : 50 F. ***Rhône-Poulenc*** **VITRY :** Christian : 100 F. Michel : 25 F. ***Groupe*** **MALAKOFF SAINT-QUENTIN-EN-YVELINES :** Françoise Leluc : 100 F. Lilianne : 100 F. Hélène : 50 F. Annick : 100 F. Denise : 200 F. ***Caisse des Dépôts :*** 160 F. ***Aéroport*** **ORLY :** "le souffle de la colère sur le vent" : 300 F. **SAINT-MANDE :** employée **EDF :** 300 F. **PARIS :** Patricia : 600 F. Dominique : 400 F. **ROSNY S/BOIS :** Marie-Lou : 100 F. **RIS-ORANGIS :** 20 F. ***Alcatel*** **VELIZY :** Pierre : 50 F. Omar : 94 F. Guy : 50 F. Jean-Claude : 150 F. Une sympathisante : 50 F. B.L. : 500 F. Daniel : 200 F. Une technicienne : 50 F. Une technicienne sympathisante : 50 F. ***Alcatel*** **COLOMBES :** Jacques : 200 F. Liliane, chômeuse : 50 F. Christiane : 50 F. Christiane : 50 F. ***Thomson*** **VELIZY :** Andrée : 100 F. Louli : 20 F. Miguel : 50 F. Robert M. : 50 F. Roger M. : 30 F. Jacques : 40 F. ***Renault*** **FLINS :**Jean- Claude : 50 F. Christian : 50 F. ***Chausson Valéo*** **ASNIERES :** Abdoul : 100 F. Françoise : 50 F. Lucien : 20 F. Jean- Marie : 30 F. Un ami : 30 F. Pascale : 10 F. Thierry : 30 F. Pierre : 30 F. Gomez : 10 F. **SNCF** ***Ateliers de*** **VITRY :** Jean-Claude 68 : 20 F. Philippe : 50 F. Donald : 10 F. Coluche 2 : 10 F. Alinéa : 10 F. Grémy PA : 1 F. Daniel : 10 F. Célimé : 10 F. Tonio : 10 F. Timan : 10 F. Maxov : 5 F. **SNCF** ***Dépôt*** **PARIS** ***Sud-Ouest :*** Jabet L. : 100 F. Pour Arlette : 10 F. Un sympathisant : 200 F. Copine d'un copain : 30 F. ***Hispano*** **BOIS-COLOMBES :** Charreau : 100 F. Josette : 50 F. F. Yérimian : 100 F. Monique : 50 F. **EDF PLAINE SAINT-DENIS :** Dezileau Michel : 250 F. A. Kotelba : 10 F. C. Garcin : 100 F. Bernard : 10 F. H. Nunc : 30 F. Thierry : 50 F. Dudu : 50 F. Verges : 20 F. Haver p. : 10 F. **EDF CHARONNE :** Jacques : 500 F. Un travailleur : 10 F. Michel : 50 F. Georges : 50 F.

Envoyez votre soutien au journal, par chèque à l'ordre d'ARLETTE LAGUILLER, envoyé à notre boîte postale (Lutte Ouvrière - BP 233 - 75865 PARIS CEDEX 18).

Michel : 10 F. Jacky : 20 F. Agent CDT : 10 F. ***Aérospatiale*** LES MUREAUX : Odile : 200 F. Jacques : 50 F. J.L. : 60 F. C.G. : 100 F. A.B. : 50 F. J.P. : 50 F. Alain : 50 F. ***Crédit Lyonnais Siège :*** Jacques : 20 F. Une employée qui apprécie Arlette : 100 F. Une employée : 25 F. Robert Audren : 50 F. Un employé : 20 F. Un employé : 20 F. ***Crédit Lyonnais CTM Cadet :*** Régine : 200 F. Patrice : 200 F. Josyane : 20 F. Philippe : 20 F. Suzanne : 20 F. Evelyne : 20 F. Chantal : 5 F. Arlette B. : 5 F. Josette : 20 F. ***Crédit Lyonnais LEVALLOIS :*** Mme Barthelemy : 50 F. Mme Boitel : 50 F. Yvonne : 50 F. Jocelyne : 50 F. ***Crédit lyonnais La Défense :*** Françoise : 100 F. Evelyne : 200 F. Melissandre : 100 F. Camille : 250 F. Armand : 200 F. Jean-Pierre : 100 F. Didier : 200 F. Michèle : 150 F. Amis Corses : 100 F. Roger : 100 F. Patrice : 100 F. Roger : 50 F. Martine : 70 F. Gilbert : 500 F. Martine Sacco : 100 F. Agnès : 100 F. Jean-Claude : 30 F. Jean-Claude : 200 F. Georges : 20 F. Patricia : 20 F. Serge : 50 F. Michel : 100 F. André : 50 F. Michelle : 20 F. Françoise : 50 F. Frédérique : 500 F. Michèle et Didier : 100 F. ***Banque de France :*** Daniel : 100 F. Bruno : 100 F. Lionel : 50 F. Didier : 50 F.

DUNKERQUE : un "soldat" : 10 F. 87/08 : 15 F. Philippe : 10 F. Service militaire à 6 mois ! 10 F. Une sympathisante : 30 F. Pour Arlette : 60 F. Pour les luttes : 15 F. Momo : 120 F. Solange : 50 F. **BOULOGNE-SUR-MER :** soutien en vente : 47 F. **NORD :** Isabelle Loyer : 70 F. La Redoute : 50 F. Un professeur de ***CES à CONDE/ESCAUT :*** 200 F. **LILLE :** Un étudiant : 12 F. Anonyme : 50 F. Laurent : 25 F. Pour la démocratie : 30 F. Pour la liberté : 50 F. Marie-France : 200 F. Une sympathisante : 1 000 F. Marie : 100 F. Jean-Claude : 50 F. Wagnot (PdC) : 30 F. Pour Arlette : 100 F. **ROUBAIX :** Carlier : 100 F. **DOUAI :** Prof : 50 F. prof : 50 F. Prof : 50 F. **LILLE :** Mafoud, un ancien de ***Massey :*** 20 F. Un ouvrier de la ***GMA (Seclin) :*** 100 F. Danielle et Philippe, fonctionnaires : 53 F. Jacques, Françoise, Nicole et Dominique : 200 F. ***Française de Mécanique : (Douvrin, PDCV) :*** Un mécanicien du ***Demo :*** 80 F. Christiane et Régis, ouvrier de fabrication : 100 F.

RENNES : Guilène D : 50 F. Roger D : 40 F. Une copine : 1000 F. X. : 10 F. Un chômeur : 50 F. Pilon Jean : 30 F. Employé CAF : 15 F. Instituteur : 50 F. Pézard Yveline : 50 F. Jacqueline : 20 F. Louise Crocq : 50 F. Jean-Marie, CAF : 100 F. Robino, Gilbert et Yollande : 50 F. Une employée de l'URSSAF : 50 F. La mère d'un militant : 100 F. Joseph : 20 F. X : 15 F. CHR PONTCHAILLOU : Marie-Thérèse : 500 F. Une collègue : 20 F. Thérèse infirmière : 200 F. Nadine, infirmière : 100 F. Un ouvrier : 20 F. ***Chaffoteaux SAINT-BRIEUC :*** Louis : 30 F. Cloclo : 40 F. Gilbert et Marcel : 40 F. Anonyme : 100 F. Dominique : 50 F. Alain : 15 F. Camara : 30 F. Nadine : 20 F. Loïc : 50 F. Mme Borteuil : 50 F. Jean Maurice : 50 F. **NANTES :** Christelle : 20 F. Pour que ça change, un cheminot : 50 F. Patrick : 50 F. René, cheminot : 40 F. Thierry, ACB : 100 F. Un anonyme : 20 F. Rémy et Monique : 100 F. Anonyme : 100 F. Anonyme : 50 F. **SAINT-NAZAIRE :** Ouvrier du port : 50 F. Travailleur intérimaire : 30 F. Chaneur : 20 F. Employé municipal : 25 F. Carément : 10 F. Travailleur de la ***Snias :*** 30 F. Travailleur du CA : 50 F. Chômeur : 20 F. Chômeur immigré : 20 F. Charpentier du ***Ca :*** 100 F. Travailleur du Ca : 20 F. Avocat : 100 F. Infirmier, Comité de soutien à Juquin : 20 F. Travailleur africain : 10 F. Loïc, infirmier : 100 F. D. Yannick et Chantal : 200 F. Philippe et Sylvie : 50 F. Yann : 50 F. Raulais : 50 F. Dominique : 100 F. Richard : 50 F. Lebas : 50 F. Jean-Claude : 100 F. Domet : 10 F. Retraitée ***Michelin :*** 500 F. **TOURS :** Marie-Claude : 300 F. Thouvenot François (Veigné) : 100 F. Sylvie : 50 F. Nathalie : 50 F. Dominique : 200 F. Philippe : 100 F. **LORIENT :** Adher et Anne-Marie : 100 F. André : 50 F. Vente Marché : 16 F. **CHOLET :** Annie : 50 F. Maryline : 50 F. Alain : 100 F. Hervé : 100 F. Un copain : 200 F. **BREST :** Yves : 200 F. Josiane : 200 F. Yves, Hervé : 100 F. Un travailleur social : 100 F. J. Yves : 200 F. Presti Christian : 200 F. Presti Sauveur : 100 F. Employé de maison : 100 F. **ANGERS :** Des amis d'Angers d'Arlette : 500 F. F.L. : 200 F. Collègue ***C.H.R :*** 100 F.

LUTTE OUVRIERE (Union Communiste Internationaliste)

LUTTE OUVRIERE regroupe des militants pour qui le socialisme n'a ni le visage de Mitterrand, ni celui des actuels dirigeants de l'Union Soviétique.

Les travailleurs sont seuls capables de remplacer le capitalisme par une société libre, fraternelle, humaine, car communisme et socialisme sont le seul avenir possible pour l'humanité menacée par les guerres, les crises, l'épuisement des matières premières et la pollution dus à l'anarchie et à l'égoïsme de la société actuelle.

Les travailleurs devront détruire l'appareil d'Etat de la bourgeoisie, c'est-à-dire son gouvernement mais aussi son Parlement, ses tribunaux, sa police, son armée et exercer eux-mêmes, directement, le pouvoir, car le bulletin de vote ne peut pas changer la vie.

Les travailleurs n'ont pas de patrie et ils savent qu'un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être un peuple libre.

C'est pourquoi les militants qui animent ce journal s'affirment trotskystes, c'est-à-dire communistes et socialistes révolutionnaires et internationalistes.

ADRESSER TOUTE CORRESPONDANCE A: LUTTE OUVRIÈRE – BP 233 – 75865 PARIS CEDEX 18.
ABONNEMENTS pour 6 mois à LUTTE OUVRIÈRE (hebdomadaire): 95 F - pour un an : 180 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
ABONNEMENTS à LUTTE DE CLASSE / CLASS STRUGGLE / LUCHA DE CLASE (mensuel édité par L'Union Communiste Internationaliste) pour un an (France) : 80 F - Tarifs pour l'étranger sur demande.
PAIEMENTS (abonnements et soutiens) par chèques bancaires, à l'ordre de Michel Rodinson, ou par virements postaux à : Michel Rodinson - CCP Paris 6851 10 R.

Lutte Ouvrière est édité par la société Éditions E.A. _ B.P. 233 - 75865 PARIS CEDEX 18, SARL au capital de 20000 F, durée cinquante ans à partir du 1er janvier 1970 – Gérant : Michel Rodinson - Associés : René Marmaros, Isaac Szmulewicz, José Chatroussat - Directeur de publication et responsable de la rédaction : Michel Rodinson - Tirage 22000 exemplaires - Composition : Point Virgule Photocomposition, Paris - Impression : Roto de Paris, La Plaine St-Denis (Seine St-Denis) - Commission paritaire des publications n° 64995.

L'élection présidentielle aux Etats-Unis

LE PARTI DÉMOCRATE ET LA DIFFICILE SÉLECTION D'UN CANDIDAT

Le révérend Jackson (photo du haut), un pré-candidat qui peut devenir gênant s'il a trop de succès !

Michael Dukakis (photo de droite), le plus «présidentiable» des candidats démocrates...

Dans la course à l'investiture des Partis Républicain et Démocrate pour l'élection présidentielle américaine, il y a au moins un camp dans lequel les choses sont claires : George Bush, le vice-président sortant, reste désormais seul en piste comme candidat pour le Parti Républicain, après les retraits successifs de ses concurrents. Pas de problème de ce côté-là pour l'appareil de ce parti.

On ne peut pas en dire autant en ce qui concerne le Parti Démocrate. Il a, lui, un problème de candidat. Ce qui peut sembler paradoxal étant donné les résultats de la primaire démocrate de l'Etat du Michigan qui viennent de porter le pasteur noir Jesse Jackson sur le devant de la scène. Dans ce grand Etat industriel, Jackson a en effet raflé 55 % des suffrages, contre seulement 28 % à Michael Dukakis, candidat jusqu'alors le plus «crédible» dans le camp démocrate, qui dispose de beaucoup d'argent et d'une puissante organisation de campagne. C'est un résultat spectaculaire, même si, depuis, Dukakis l'a emporté dans le Connecticut (beaucoup moins important).

Il y a encore au moins deux primaires importantes à venir, d'ici la Convention du Parti Démocrate en juillet, à Atlanta, qui devra trancher. Mais d'ores et déjà, Jackson a rallié au total autant sinon plus de suffrages, et autant de délégués que Dukakis.

Et voilà l'appareil du Parti Démocrate dans un grand embarras (le magazine américain *Time* parle même de *«complet désarroi»*). Son problème était bien pourtant de sélectionner, à travers la série des primaires successives, un candidat à même de se mesurer avec George Bush, en novembre. Mais voilà que le processus débouche sur l'homme qu'on n'attendait pas.

Jackson est, certes, utile au Parti Démocrate. Utile et même indispensable. Etant donné le très fort taux d'abstention dans les élections américaines (et ce taux d'abstention est particulièrement élevé dans les couches populaires, et spécialement parmi les Noirs), il faut absolument que les Démocrates mobilisent l'électorat s'ils veulent avoir des chances de gagner. Et de ce point de vue, Jackson a donné des preuves de son efficacité, depuis 1983 où il effectua des tournées militantes dans les Etats du Sud pour inciter les Noirs à s'inscrire sur les listes électorales, puis lors de l'élection de 1984 lorsqu'il milita pour ramener les voix de ces électeurs au Parti Démocrate, avec un succès dont il se flatte.

Tout cela est bel et bon pour l'Establishment démocrate ; c'est un atout, car la population noire représente une bonne partie de son électorat traditionnel. D'autant que la présence et le style de Jackson contribuent à recolorer son image bien ternie de parti des travailleurs et des minorités...

Le hic, c'est évidemment que si, en outsider, Jackson, c'est très bien, en revanche en favori potentiel, c'est tout à fait autre chose. Et alors qu'au terme de huit années de présidence de Reagan, les Démocrates ont de bonnes raisons d'espérer succéder à la machine républicaine à la tête de l'administration, leurs dirigeants ne tiennent sûrement pas à compromettre ces chances-là en présentant un Noir comme candidat à la présidence, ce qui, à coup sûr, dans les Etats-Unis d'aujourd'hui, ne paraît pas concevable.

Mais il demeure bien difficile, alors que des foules passionnées clament *«Gagne, Jesse, gagne !»*, et qu'effectivement celui-ci obtient des victoires, de capitaliser ces victoires pour les Démocrates tout en montrant ouvertement que, de toute façon, Jakcson n'a aucune chance d'être finalement retenu comme leur candidat. Et si, en fin de compte, Jakson devait rencontrer de nouveaux succès et se présenter à la Convention d'Atlanta comme le favori, pour en définitive ne pas être choisi, cela pourrait avoir des conséquences désastreuses pour le Parti Démocrate...

Rien n'est encore tranché. Dukakis peut peut-être se rétablir, ou s'imposer «par défaut» en quelque sorte, et un troisième larron, Albert Gore, peut peut-être enfin percer. En outre, cette machine bureaucratique expérimentée qu'est le Parti Démocrate a des ressources d'appareil, dont elle peut toujours faire usage : elle a notamment la possibilité, à la Convention, de faire choisir son candidat, par des «super-délégués» (la plupart membres du Congrès et officiels du Parti), sans tenir compte des résultats des primaires, en passant outre... Et là, elle peut sortir de sa manche un nouveau prétendant, pas mouillé jusque-là dans la course d'obstacles des primaires, qui pourra critiquer la campagne de ses collègues et se présenter en sauveur de l'unité du Parti.

Alors on verra, peut-être, par exemple le gouverneur de New York, Mario Cuomo, qui a une image «sociale» et «progressiste», appelé à la rescousse pour permettre au Parti Démocrate de se rétablir et d'avoir un candidat qui soit à la fois présentable à la bourgeoisie et capable de recueillir les voix des couches populaires.

Christiane LE GUERN

JESSE JACKSON, BON POUR RAMENER DES VOIX MAIS PAS « PRÉSIDENTIABLE »

Jesse Jackson, qui a un passé de militant du mouvement pour les droits civiques et s'est présenté comme un héritier de Martin Luther King, est un politicien qui exploite ce capital au service de sa carrière au sein du Parti Démocrate.

Lors de la précédente campagne présidentielle, en 1984, il anima une «Coalition Arc-en-Ciel» qui se donnait pour objectif de regrouper tous les pauvres et tous les opprimés. Il ne leur proposait certes pas de se mobiliser, mais seulement de se rendre aux urnes : *«Notre sort va changer par les urnes, pas par les révolutions sanglantes»*, déclara-t-il par exemple lors d'un grand meeting. *«C'est la leçon de notre victoire d'il y a 20 ans. Il faut maintenant passer du champ de bataille social au combat économique commun...»*. Car Jackson s'affirmait en même temps un chantre du «capitalisme noir».

Il mène aujourd'hui une campagne populiste qui s'adresse à l'ensemble des classes pauvres, et pas seulement aux Noirs : *«Cette fois, nous combattons la violence économique : il ne s'agit plus des Noirs contre les Blancs, il s'agit des possédants contre ceux qui n'ont rien»*.

Et, ce faisant, il rencontre un écho certain, y compris auprès d'une partie de la population blanche, dont il réussit à rallier les suffrages en nombre significatif, comme on vient de le voir notamment dans le Michigan, où les Noirs représentent moins de 15 % des électeurs.

De ce point de vue, et indépendamment même du fait qu'il s'agisse d'un Noir, le démagogue révérend n'est pas un candidat qui répond exactement aux vœux de l'appareil démocrate – l'appareil syndical notamment. L'écho qu'il rencontre, l'intérêt qu'il suscite dans les classes populaires, sans négliger le sentiment de victoire que ses succès peuvent faire naître parmi les Noirs et les minorités en particulier, ne peuvent que les gêner, voire même leur paraître dangereux.

Quant à Jesse Jackson, c'est un homme politique responsable vis-à-vis de la bourgeoisie. Il ne verse d'huile sur le feu qu'en paroles. Son influence, il envisage peut-être tout simplement dans l'immédiat de la monnayer auprès des dirigeants démocrates contre une «brillante» carrière dans l'administration. Et, pour l'avenir, elle peut lui permettre de se placer en réserve : en cas d'agitation et de mobilisation populaires, sa démagogie peut servir à tromper les couches populaires qui lui auront fait confiance.

C.L.G.

DULCIE SEPTEMBER ASSASSINÉE EN PLEIN PARIS... ET LE GOUVERNEMENT FRANÇAIS N'AURAIT PAS SA PART DE RESPONSABILITÉ ?

Mardi 29 mars, Dulcie September, représentante à Paris du mouvement sud-africain anti-Apartheid, l'ANC, est morte, assassinée de cinq balles de 22 long rifle dans la tête.

Très vite, la nouvelle a couru dans les entreprises, les bureaux, à l'initiative de militants du PC, de la CGT, de gauche ou d'extrême-gauche. Et le soir même plusieurs milliers de manifestants sont allés crier leur indignation, rue des Petites-Ecuries, devant le bureau de Dulcie September, là où elle a été trouvée assassinée, à l'appel du PCF et des organisations d'extrême-gauche, ainsi que devant l'ambassade de Pretoria à Paris, à l'appel de SOS Racisme et du PS.

(Ph. AFP)

Car il n'y a pas l'ombre d'un doute. L'assassinat de Dulcie September, militante métisse sud-africaine, exilée d'Afrique du Sud après y avoir fait de la prison en tant qu'opposante à l'Apartheid, a été commandité par les autorités sud-africaines.

Ce ne serait pas le premier assassinat d'opposant perpétré par les services secrets sud-africains. Selon des estimations citées par *Le Monde*, 150 personnes liées à l'ANC ont été tuées lors d'opérations lancées par Pretoria durant les sept dernières années. Et depuis quelques mois, les services secrets sud-africains ont déclenché une offensive générale contre l'ANC. Depuis vendredi dernier, en cinq jours, ce sont 11 militants qui ont été assassinés, la plupart dans les pays voisins de l'Afrique du Sud.

Le terrorisme d'Etat sud-africain attaque maintenant l'ANC en Europe même. L'assassinat de Dulcie September avait été précédé par deux attentats contre la permanence du mouvement à Bruxelles. A Londres, en juillet dernier, quatre hommes ont été arrêtés par la police anglaise alors qu'ils s'apprêtaient à kidnapper des dirigeants de l'ANC en Grande-Bretagne. C'est la politique avouée du gouvernement de Pretoria dont le ministre de la Défense, Malan, a déclaré que l'ANC pouvait être frappée partout dans le monde.

Aussi, quand les proches de Dulcie September affirment qu'elle se sentait menacée et avait demandé une protection à la police française, on ne peut que les croire. Même si bien évidemment le ministre de l'Intérieur dément. Il a bonne mine, Pasqua, lui qui se targuait en arrivant au gouvernement de *«terroriser les terroristes»* ! Les terroristes de l'Etat sud-africain avec lequel le gouvernement français entretient de bonnes relations ont droit de cité en ce pays, et si Pasqua n'est pas au courant, c'est qu'il ne veut pas l'être.

Evidemment, en pleine campagne électorale, la plupart des dirigeants politiques français se seraient bien passés de cette affaire. Ils l'ont en tout cas immédiatement perçue sous l'angle de leurs préoccupations et de leurs calculs électoraux.

Et c'est ainsi que si on a vu sans surprise Le Pen reprendre à son compte la thèse du gouvernement sud-africain : *«Faut-il écarter l'hypothèse»*, a-t-il dit, *«d'un règlement de comptes entre factions rivales ?»*, pour ajouter illico, car, lui, il la reprend sans état d'âme, *«cela n'arriverait pas si on n'admettait pas des organisations terroristes chez nous»*, on a vu le soir même Robert Pandraud jouer exactement sur le même registre : *«Les règlements de comptes entre les fractions diverses des terroristes, ça ne doit pas se dérouler sur notre territoire... Nous ne serons pas le sanctuaire des terroristes»*.

Chirac s'est déclarté *«choqué et scandalisé»*. Par quoi au juste ? Mystère, car il n'est *«pas au courant de cette affaire»*. Et Barre juge *«préférable de réserver son jugement»*.

De son côté, Lionel Jospin s'en est tenu à l'émotion et à l'indignation. Et si Mitterrand a réaffirmé à cette occasion sa *«condamnation catégorique du régime de ségrégation raciale instauré en Afrique du Sud»*, concrètement il se bornera à faire des «représentations» auprès de l'ambassade... Difficile sans doute pour un président de la République de faire moins.

Que derrière ces réactions des ténors de la politique française – mis à part ceux du PCF – il y ait le souci de ménager le gouvernement d'Afrique du Sud (voire même une forme de solidarité «entre Etats»), ou bien celui de ménager simplement... les électeurs, le tableau est peu ragoûtant, et le résultat s'appelle de la complicité.

Cécile BERNIER

La «Journée de la terre» en Israël et dans les territoires occupés

Pour empêcher la célébration par les Palestiniens de la «Journée de la terre», le 30 mars, le gouvernement israélien et son armée ont employé les grands moyens. Pendant trois jours, les territoires occupés de Cisjordanie et de Gaza ont été coupés d'Israël et du monde. Leurs habitants ne pouvaient se rendre ni en Israël, ni en Jordanie, toute personne ne résidant pas dans les territoires devait les quitter ; en particulier les journalistes. Un couvre-feu total était imposé à Gaza et, pour achever le black-out, les communications téléphoniques étaient coupées. L'agence de presse palestinienne Palestine Press Service (PPS) de Jérusalem-Est, source importante d'informations sur les territoires occupés pour la presse du monde entier, a été fermée pour six mois. Enfin, l'armée a procédé à une vague d'arrestations sans précédent.

Pour le ministre de la Défense, le travailliste Rabin, il s'agissait *«de dire aux Arabes : c'est vous qui avez décidé cette Journée de la terre, eh bien, qu'on en fasse une épreuve de force et on verra qui en sortira vainqueur»*. Mais justement, le régime israélien n'en est pas sorti vainqueur.

Car des manifestations ont eu lieu, et d'abord dans les frontières mêmes d'Israël. Dans les zones arabes et notamment à Nazareth et en Galilée, les Arabes de nationalité israélienne ont manifesté et rappelé par la même occasion que la «Journée de la terre» n'est autre que la célébration de leur propre révolte, le 30 mars 1976, contre les expulsions et les confiscations de terres auxquelles procède le régime. Car le fait qu'ils soient en principe des citoyens comme les autres n'empêche pas celui-ci de chercher, par tous les moyens, à étendre les zones de propriété «juive» au détriment des zones de propriété «arabe»

Mais, en Cisjordanie et à Gaza aussi, des manifestations ont eu lieu. Même si le black-out empêche d'en mesurer l'ampleur exacte, la radio israélienne a dû reconnaître que l'armée avait été impuissante à les empêcher. Le bilan de la journée : cinq Palestiniens tués et cinquante blessés, est même le plus lourd depuis le début du soulèvement.

En durcissant la répression, le gouvernement israélien fournit ainsi, comme dans toutes les guerres coloniales, la démonstration inverse de celle qu'il voudrait faire. Il voudrait montrer que l'ordre israélien règne dans les territoires occupés, mais il démontre que c'est en fait l'état d'exception. Au point que la droite israélienne elle-même lui a reproché, en imposant le blocus de la Cisjordanie et de Gaza, d'avoir tracé les frontières mêmes d'un possible Etat palestinien, et de les avoir révélées à une partie de la population israélienne elle-même.

Car depuis 1967, les territoires occupés sont si bien considérés comme faisant partie de l'Etat d'Israël que les cartes officielles n'en mentionnent pas la frontière et que les Israéliens nés après 1967 ignorent bien souvent son existence. Mais qui peut ignorer désormais, après trois mois de révolte ininterrompue, que les Palestiniens des territoires – mais aussi ceux d'Israël même – refusent d'être éternellement les citoyens de seconde zone de l'Etat sioniste ?

André FRYS

ÉCHEC À LA RÉPRESSION

A Naplouse un soldat soude des fûts pour fermer l'entrée de la

Fouille de Palestiniens pendant qu'un soldat israélien demande au photographe d'arrêter de prendre des photos. (Ph. AFP)

Lutte Ouvrière - Directeur de publication : Michel Rodinson - Commission paritaire n° 64-995